



HAL
open science

L'évolution de l'agriculture bretonne depuis 1850 : quelques données

Pierre Daucé, Yves Léon

► **To cite this version:**

Pierre Daucé, Yves Léon. L'évolution de l'agriculture bretonne depuis 1850 : quelques données. Sciences Agronomiques Rennes, 1982, 2, 96 p. hal-01905543

HAL Id: hal-01905543

<https://hal.science/hal-01905543>

Submitted on 25 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE BRETONNE DEPUIS 1850

QUELQUES DONNÉES

P. DAUCE et Y. LEON*

INRA, Station d'Économie et de Sociologie Rurales de Rennes

Mai 1982

Depuis la guerre, l'agriculture bretonne a connu des transformations profondes qui se caractérisent entre autres par une intensification poussée dans le domaine des productions animales et une grande dépendance vis-à-vis de l'environnement économique. A l'heure où l'on s'interroge sur ce type de développement, il n'est sans doute pas inutile d'examiner les évolutions agricoles qui ont pu se réaliser dans des temps plus anciens : on se donne ainsi les moyens de rendre compte des caractères spécifiques de l'agriculture régionale dans les années 1950 point de départ de la "modernisation" qui s'est réalisée depuis ; en même temps, une étude conduite en longue durée doit permettre une meilleure compréhension des modalités d'insertion du système agricole dans le processus du développement économique général, insertion qui s'est généralisée durant ces trente dernières années, mais qui avait commencé à se mettre en place progressivement dès le 19^e siècle.

L'objectif de ce texte n'est pas d'élaborer une analyse explicative des transformations de l'économie agricole de la Bretagne depuis 1850 ; l'entreprise semble pour l'instant prématurée, et il s'agira plutôt pour nous de fournir ce qui constitue un préalable indispensable à la recherche envisagée, c'est-à-dire une description précise et rigoureuse des changements que l'on a constatés en matière de population agricole, de structures et de systèmes de production entre 1850 et 1980. Les études se rapportant à l'histoire de l'agriculture bretonne d'avant la guerre sont relativement nombreuses (1), mais les fondements quantitatifs qui les soutiennent sont souvent assez minces, fort disparates et de qualité incertaine ; c'est la raison pour laquelle il nous a semblé nécessaire de reprendre les sources statistiques disponibles et de constituer de séries de longue période aussi cohérentes que possible.

Bien que le travail ne soit pas encore achevé, ce sont les principaux résultats obtenus jusqu'à présent qui sont exposés ci-après. Ni les aspects méthodologiques, ni les conditions d'utilisation des sources disponibles ne seront traités en détail. On pourra se reporter en cas de besoin aux publications déjà effectuées (2). Disons en résumé que les données retenues sont issues pour l'essentiel des enquêtes et recensements agricoles, des recensements de population et des statistiques agricoles annuelles et qu'elles concernent l'ensemble de la région programme, sans qu'aucun des quatre départements qui la constituent soit individualisé (3); une comparaison avec l'agriculture française considérée globalement sera tentée aussi souvent que possible

* avec la collaboration de Chantal GUERRIER

(1) Pour une présentation synthétique, on pourra se reporter aux ouvrages traitant de l'histoire économique et sociale de la Bretagne (voir la bibliographie) et notamment au document suivant : HOUEE (P.), *Bretagne en mutation*, t. I, *Forces et pesanteurs de l'histoire*, INRA, RENNES, E.S.R., mars 1979.

(2) P. DAUCE et Y. LEON, *L'évolution de l'agriculture en Bretagne de 1850 à nos jours*.

fasc. 1 La population, février 1978, 60 p. fasc. 2 Les structures de production, octobre 1978, 58 p.

fasc. 3 Les systèmes de culture et d'élevage, mai 1979, 76 p. Documents de travail INRA, Rennes, E.S.R.

(3) Des graphiques illustreront les commentaires du texte. Quelques tableaux statistiques importants sont reportés en annexe.

Le plan proposé s'articule autour de trois grandes variables caractérisant le système agricole : la population, les structures d'exploitation, les productions animales et végétales ; compte tenu des observations ainsi recueillies, une quatrième partie dressera une première synthèse des transformations de l'agriculture bretonne depuis un peu plus d'un siècle.

I – L'EVOLUTION DE LA POPULATION AGRICOLE

Les évolutions de population active sur longue période sont parmi les plus difficiles à saisir compte tenu de l'hétérogénéité des sources statistiques (on note par exemple de nombreuses ruptures dans le champ d'observation et les définitions retenues au sein même des recensements généraux de population). Des incertitudes subsistent : elle ne devraient pas remettre en cause cependant les principales tendances décelées que nous avons cherché à faire apparaître en utilisant différentes approches de la population agricole.

I – 1 Une population rurale en expansion jusqu'au début du 20^e s.

La population rurale ne peut certes être assimilée à la population agricole, mais la nature même de leur activité implique que la quasi-totalité des agriculteurs réside en milieu rural. Aussi existe-t-il une certaine relation entre l'évolution de la population rurale et celle de la population agricole, d'autant plus que pendant longtemps, les paysans ont été majoritaires dans les zones non urbaines. L'appréhension du volume de la population rurale ne pose pas de difficultés majeures, du moins à partir de 1856.

Selon le graphique 1, il apparaît que le nombre de ruraux en Bretagne connaît sur la période 1850–1975 une évolution contrastée ; on note une légère croissance des effectifs jusqu'en 1901, année qui correspond au maximum de population rurale, puis ensuite un déclin qui va s'accroître très fortement entre 1954 et 1968. On dénombre en effet 1,9 millions de ruraux en 1861, 2,05 millions en 1901, 1,6 millions en 1946, mais seulement 1,2 millions en 1968 et 1975. Par rapport à ce que l'on observe pour l'ensemble de la France, la différence d'évolution est de taille, au moins durant la seconde moitié du 19^e siècle. Au niveau national, c'est dès 1860 que commence le déclin, à un rythme à peu près régulier jusqu'en 1946, puis avec une accélération très nette également entre 1954 et 1968.

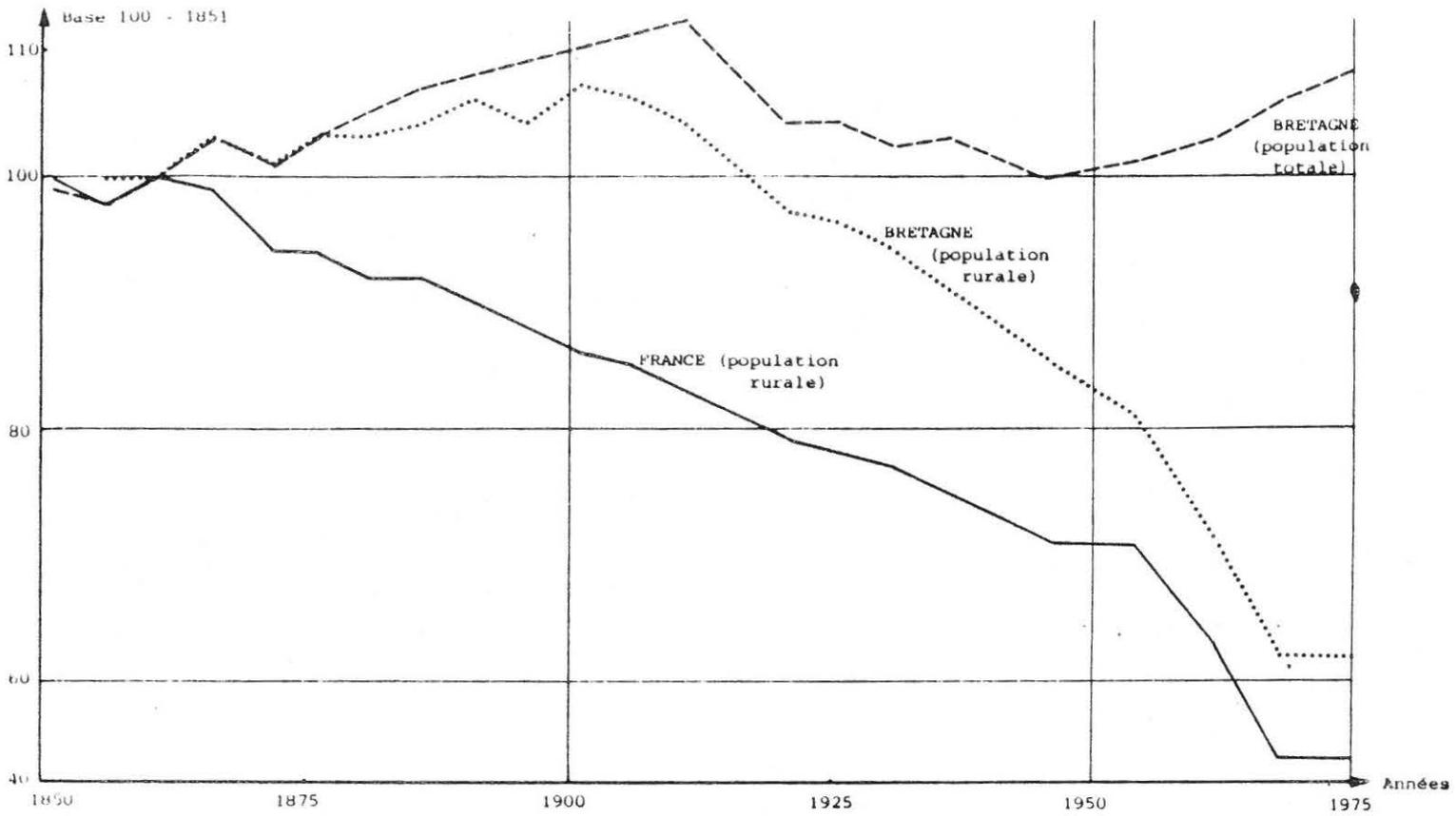
Dès 1861, la Bretagne est sensiblement plus rurale que la moyenne française (84 % de ruraux contre 73 % à l'échelon national) et ce caractère va encore s'accroître relativement puisque la population totale suit largement, au moins jusque vers 1930, les mouvements de la population rurale (la population totale régionale croît jusqu'en 1911 puis décline ensuite jusqu'en 1946). Les effets démographiques de l'urbanisation ne se font véritablement sentir en Bretagne qu'après 1950.

I – 2 Une vive croissance de la population agricole de 1850 à 1890

La population agricole est constituée de l'ensemble des individus qui tirent l'essentiel de leurs moyens d'existence du travail de la terre. Elle comprend à la fois les hommes et les femmes, les actifs et les inactifs et correspond à la notion de "population vivant de l'agriculture" ou de "population des ménages agricoles". Les données correspondantes n'existent que pour deux périodes : 1851–1891 et 1946–1975 (graphique 2) ; les conclusions que l'on peut en tirer rejoignent celles qui ont été établies en matière de population rurale.

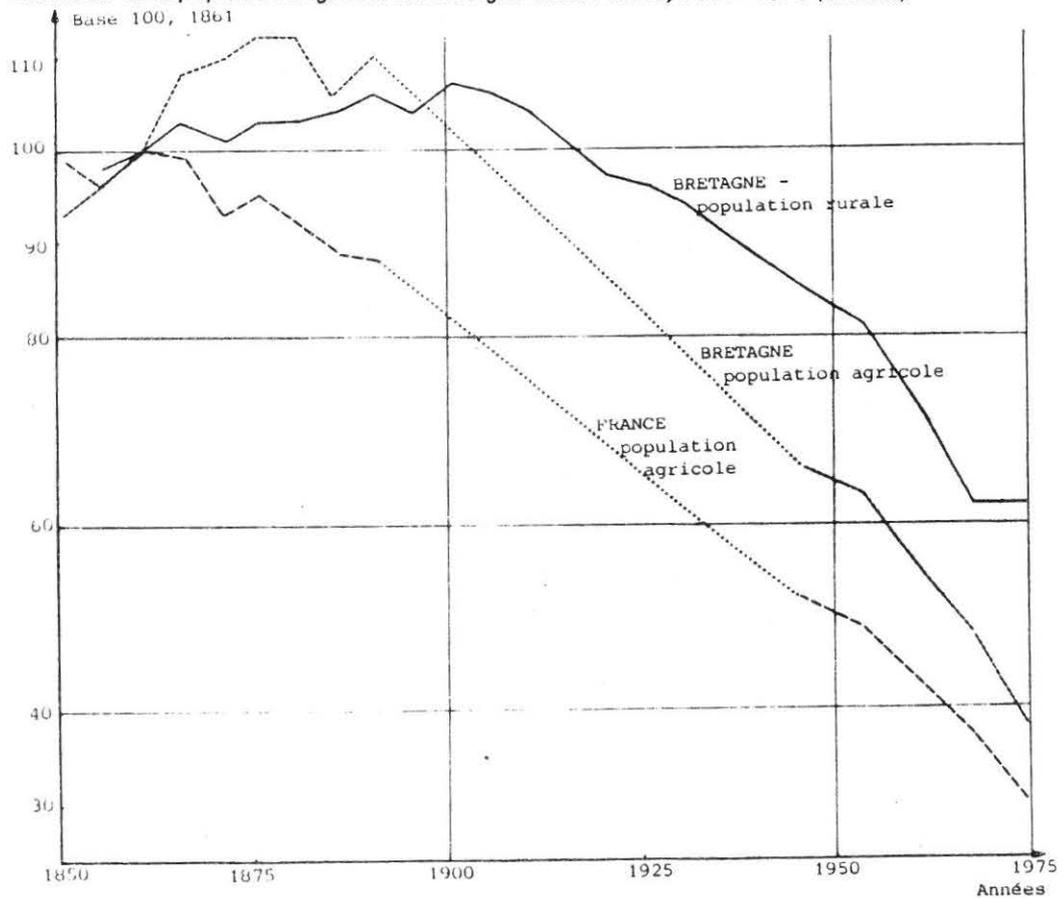
GRAPHIQUE 1

Evolution de la population rurale en Bretagne et en France, 1850-1975 (indices)



GRAPHIQUE 2

Evolution de la population agricole en Bretagne et en France, 1851-1975 (indices)



Il se confirme en effet que l'évolution a été différente en Bretagne et en France durant la seconde moitié du 19^e s. La population vivant de l'agriculture s'accroît dans la région de 1850 à 1890 (+ 250 000 personnes, soit + 18 %) alors qu'au niveau national elle décline dès le début de la période d'observation (– 12 % entre 1850 et 1890). Le décalage chronologique est important et recouvre certainement une évolution spécifique de la Bretagne agricole à la fin du siècle dernier. Depuis par contre, les tendances sont identiques ; le déclin se révèle du même ordre entre 1890 et 1975 (diminution des 2/3 de la population agricole).

Un autre point mérite d'être souligné : c'est le caractère progressivement plus agricole de la population rurale à partir des années 1850 (1) : la population agricole croît en effet sensiblement plus vite que la population rurale, ce qui correspond à un déclin en valeur absolue des ruraux non agricoles (ils sont environ 600 000 en 1856, et entre 3 et 500 000 vers 1890). A l'inverse, depuis la guerre de 1939–45, leur effectif tend à se stabiliser et leur poids relatif s'accroît cette fois dans une population rurale qui, globalement se réduit.

Si l'on veut synthétiser l'évolution démographique originale de la Bretagne entre 1850 et 1900, on peut établir le tableau suivant :

Population totale, rurale et agricole en Bretagne et en France à la fin du 19^e s.

	1861 – 1891		(comparaison) 1946 – 1975
	Bretagne	France	Bretagne
Population totale	+ 190 000	+ 957 000	+ 258 000
Population urbaine	+ 82 000	+ 3 521 000	+ 704 000
Population rurale	+ 108 000	– 2 564 000	– 446 000
dont pop. agricole	+ 144 000	– 2 430 000	– 385 000
dont pop. non agricole	– 36 000	– 134 000	– 61 000

De 1861 à 1891, c'est l'accroissement de la population agricole qui rend compte pour l'essentiel de la croissance démographique de la Bretagne alors qu'en France dès cette période, (aussi bien que dans la région plus tard), une évolution positive de la population totale correspond à des mouvements très contrastés de population urbaine en expansion d'un côté, de population rurale et agricole en déclin de l'autre.

I – 3 Une évolution fort variable selon les catégories de travailleurs agricoles

A priori, on peut penser que le nombre d'actifs agricoles connaît à peu près la même évolution que la population agricole totale ; des modifications du taux d'activité au cours du temps peuvent cependant entraîner des divergences sensibles entre ces deux catégories. Les difficultés de mesure de la population active agricole sur longue période sont considérables, et il nous a semblé que les séries proposées jusqu'à présent à partir des seuls résultats des recensements de population étaient contestables. Aussi avons-nous été conduits à proposer de nouvelles estimations sur la population active masculine agricole en Bretagne à partir de la confrontation des différentes sources disponibles (2).

(1) Le phénomène a pu débuter avant 1850, mais il est mal connu.

(2) Ces estimations se fondent notamment sur l'addition des effectifs calculés pour chaque catégorie d'actifs agricoles. Sur la méthode utilisée, se reporter aux documents cités en référence.

On retrouve dans le graphique 3 les évolutions décrites précédemment, à savoir la croissance de la population agricole jusque vers 1880—1890. Ce phénomène se révèle à nouveau tout à fait spécifique à la Bretagne par rapport à l'ensemble de la France et n'est pas du tout négligeable puisque le nombre d'hommes actifs s'accroît de plus de 100 000 unités entre 1850 et 1880 (de 517 000 à 633 000). En France au contraire, le déclin est régulier depuis la moitié du 19^e siècle, même si un certain ralentissement semble se manifester aux environs de 1880. A partir de 1900, les évolutions régionale et nationale du nombre d'agriculteurs sont assez voisines, sachant que dès le départ, et sur toute la période, la proportion d'agriculteurs dans la population active totale est sensiblement plus élevée en Bretagne (68 % contre 61 % en 1851, 63 % contre 47 % en 1901, 19 % contre 10 % en 1975).

Pour comprendre les mécanismes d'évolution de la population agricole et notamment de son déclin, on ne peut s'en tenir cependant à une présentation aussi globale ; le rythme et l'ampleur de la décroissance démographique sont en effet fort variables selon les catégories de travailleurs agricoles (graphique 4). On observe en Bretagne une sorte d'échelonnement dans le temps des départs — tout au moins de leur traduction en termes de baisses d'effectifs — qu'il faudra par la suite relier aux transformations structurelles de l'agriculture et de son environnement économique. Jusque vers 1890—1900, ce sont uniquement les journaliers qui voient leur nombre se restreindre significativement (de 60 000 à 40 000 environ) (1) alors que les ouvriers agricoles et les travailleurs familiaux demeurent toujours au moins aussi nombreux, sinon plus (150 à 160 000 ouvriers permanents, 180 000 aides familiaux, 200 à 250 000 chefs d'exploitation). Si les effectifs de journaliers se stabilisent ensuite à un niveau assez faible jusque vers 1930 (mis à part l'"accident" de 1906), le nombre d'ouvriers décroît très rapidement à partir des années 1900 (ils ne sont plus que 40 000 en 1930) et les aides familiaux commencent à connaître un déclin accéléré entre les deux guerres. Ce sont les exploitants qui subissent la baisse la plus tardive et la moins forte (220 000 en 1900 et en 1936, 150 000 en 1955, 95 000 en 1975).

Le résultat de cette évolution différentielle est une modification très sensible de la structure de la main-d'oeuvre agricole. Son caractère familial s'accroît progressivement pour devenir très dominant dans la période récente : en 1860, en Bretagne comme en France, on comptait 35 salariés pour 100 actifs agricoles ; en 1930, la proportion n'est plus que de 16 % (20 % en France) et en 1975 les ouvriers et journaliers représentent 12 % de la population active agricole, contre 23 % à l'échelon national.

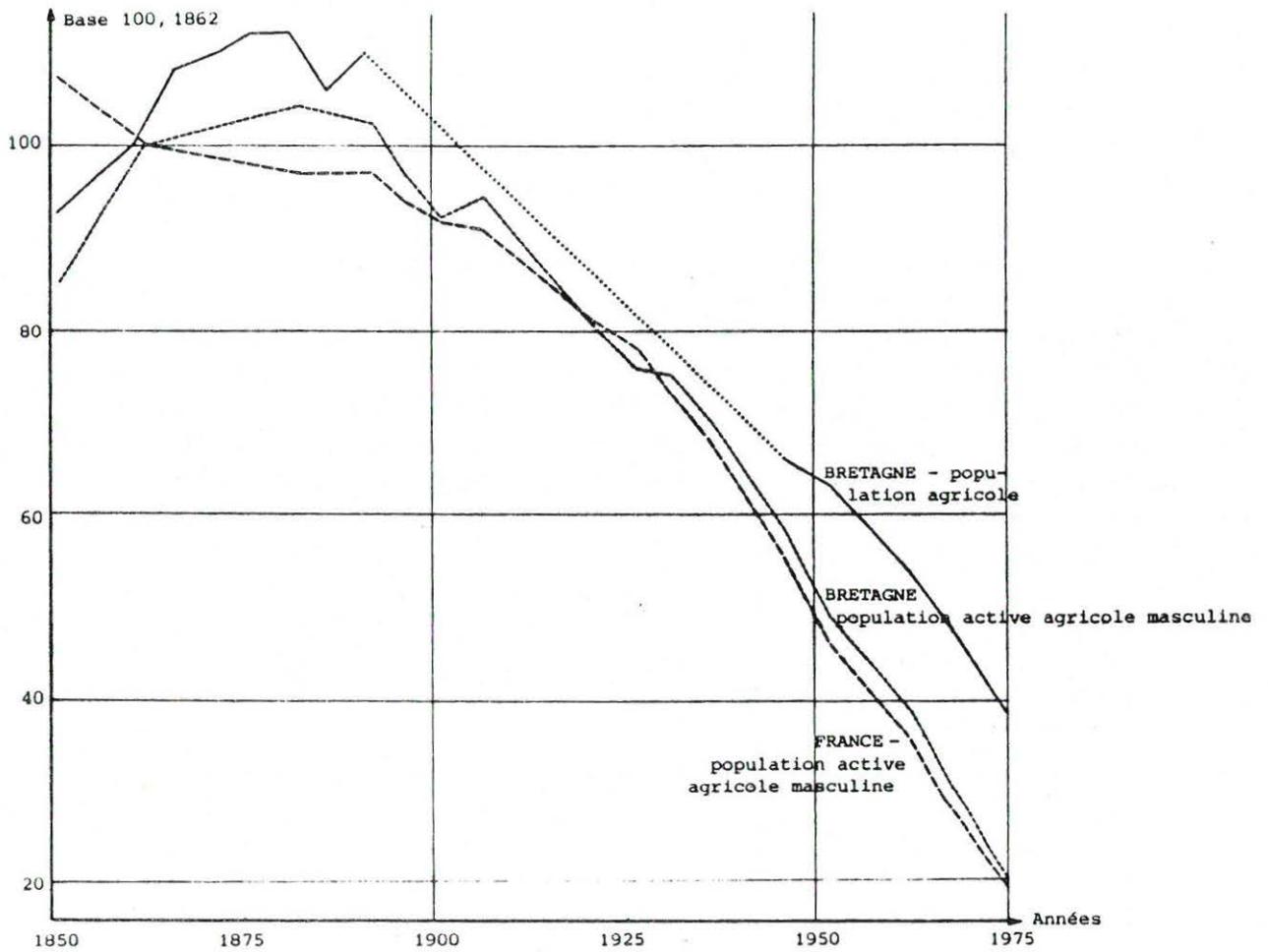
En résumé, sur le plan des grandes phases d'évolution démographique, la Bretagne se présente comme une région où, plus longtemps qu'ailleurs, les agriculteurs sont restés le groupe social dominant numériquement et où l'agriculture est demeurée capable de créer des emplois et non pas seulement d'en perdre.

En effet, alors qu'en France, on constate un déclin continu du nombre d'agriculteurs depuis au moins 1850, en Bretagne ce déclin commence nettement plus tard. Au cours de la période étudiée, la population agricole et même la population active agricole continuent à croître jusqu'à la fin du 19^e siècle. Ensuite vient une période intermédiaire où l'élan précédent se brise lentement et où les tendances se renversent. Enfin, dans la période la plus récente, qui commence aux environs de 1930—1940, l'évolution de la démographie agricole bretonne rejoint très exactement celle de l'ensemble de la France. L'analyse du devenir des catégories de travailleurs agricoles recoupe largement ces observations.

(1) Les chiffres fournis ici concernent uniquement les hommes.

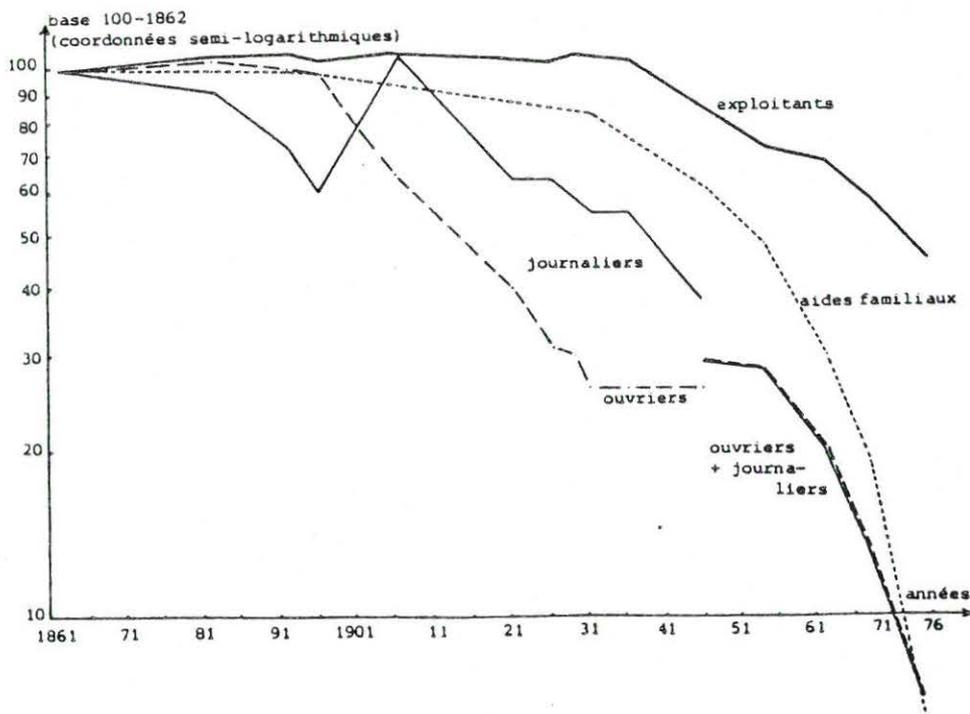
GRAPHIQUE 3

Evolution de la population active agricole masculine en Bretagne et en France, 1851-1975 (indices)



GRAPHIQUE 4

Evolution des différentes catégories d'actifs agricoles masculins en Bretagne, 1862-1975 (indices)



L'existence d'un cours spécifique de la population agricole bretonne durant la seconde moitié du 19^e siècle paraît désormais établi. Il reste à découvrir et à expliquer les raisons de cette originalité, lesquelles résident au moins partiellement dans l'évolution des structures et des systèmes de production sur cette période.

II – L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES DE PRODUCTION

Par définition, les structures d'exploitation et les structures foncières sont parmi les éléments les plus stables du secteur agricole. A moins de bouleversements institutionnels importants, le nombre et la surface des exploitations ainsi que leur mode de faire-valoir ne peuvent évoluer que lentement. Ces caractéristiques structurales n'en restent pas moins essentielles à connaître pour établir dans quel cadre la production agricole s'est organisée au cours du temps ; par ailleurs, le sens et l'ampleur de leur évolution sont d'autant plus significatifs qu'ils correspondent à des tendances de longue période.

C'est l'enquête agricole décennale de 1862 qui fournit les premières indications statistiques sur le nombre d'exploitations, leur répartition par classes de superficie, le mode de tenure du sol. La cohérence des données sur une période d'environ 100 ans est plus facile à établir que pour les mesures de population agricole ; des difficultés subsistent cependant qui tiennent à l'imprécision de certaines notions et aux variations dans le temps des catégories prises en compte.

2 – 1 La réduction de moitié du nombre d'exploitations depuis 50 ans n'a pas véritablement bouleversé les structures agricoles.

De 1882 à 1980, le nombre total d'exploitations est passé en Bretagne de 338 000 à 119 000, soit une diminution de près des 2/3. Ces chiffres doivent cependant être corrigés car ils englobent les micro-exploitations (< 1 ha) dont les effectifs ont peut-être été exagérément gonflés en 1882 et 1892. L'évolution du nombre d'exploitations de 1 ha et plus traduit sans doute mieux les mouvements réels qui se sont produits durant le siècle écoulé. L'effectif maximum est de 237 000 en 1882 et il n'est plus que de 113 000 en 1980 ; 124 000 exploitations ont disparu, c'est-à-dire plus de la moitié du total initial (graphique 5).

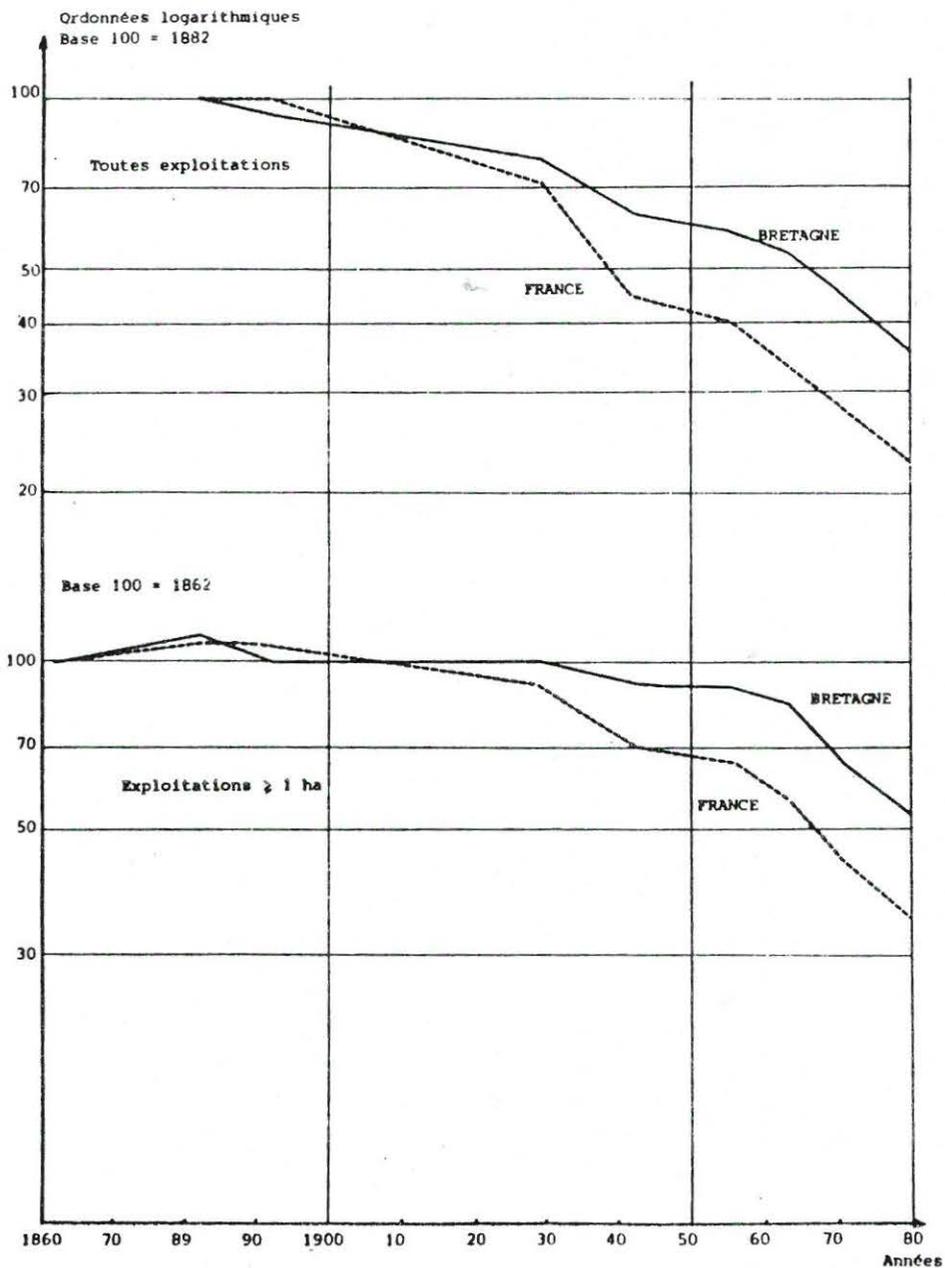
La décroissance n'a pas été régulière depuis 1862 et trois périodes se distinguent nettement :

- entre 1860 et 1930, on observe une stabilité remarquable du nombre d'exploitations agricoles puisque l'effectif est le même aux deux dates. L'année 1882 représente de ce point de vue une exception.
- de 1929 à 1955, la diminution est réelle, mais peu rapide (– 0,4 % par an)
- Dans les 25 dernières années au contraire, le déclin est accéléré, avec un rythme annuel de diminution de plus de 2 %.

Par ailleurs, la Bretagne se particularise de manière assez nette par rapport à l'ensemble du territoire national. A l'échelle du pays en effet, la diminution globale est plus forte (graphique 5) et elle ne connaît pas tout à fait le même rythme ; après une légère croissance de 1862 à 1892, le déclin débute dès la fin du 19^e siècle, et non pas seulement à partir de 1930 comme en Bretagne, et le taux de décroissance est assez élevé dès la période 1929–1955.

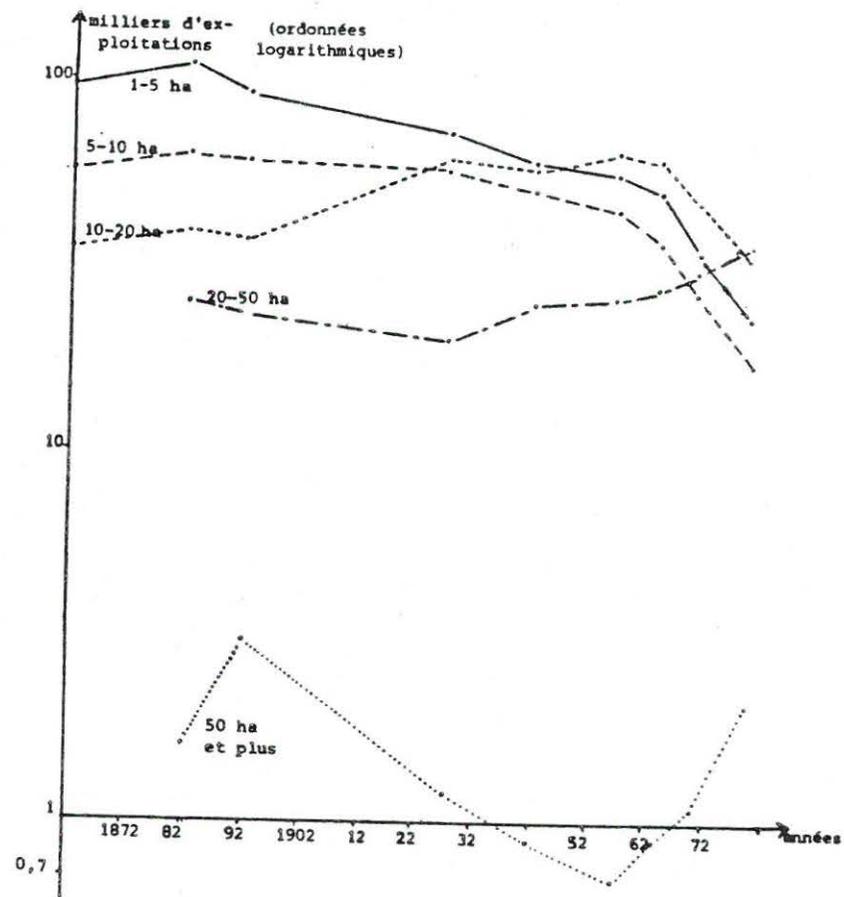
GRAPHIQUE 5

Evolution du nombre d'exploitations agricoles en Bretagne et en France, 1862-1980. Indices



GRAPHIQUE 6

Evolution du nombre d'exploitations par classe de surface en Bretagne, 1862-1980



Il est manifeste que le nombre d'exploitations n'a pas évolué de façon identique selon la catégorie de surface considérée. Selon le graphique 6, on note un décalage dans le temps quant à l'évolution des effectifs des petites et moyennes ou des grosses exploitations, et ce décalage est significatif de la structure de production qui prédomine à telle ou telle époque. Ainsi, les plus petites exploitations (1–5 ha) voient-elles leur nombre se réduire dès la fin du 19^e siècle et régresser ensuite de manière continue. La période 1890–1930 connaît une stabilisation des unités de 5 à 10 ha et un accroissement sensible de celles qui sont comprises entre 10 et 20 ha ; par contre les grandes exploitations (≥ 20 ha) ne se développent pas du tout. De 1930 à 1960, on assiste cette fois au début du déclin des petites exploitations (5–10 ha) alors que les moyennes se maintiennent et que les plus grandes (20–50 ha) connaissent désormais une croissance rapide. Après 1960, seules ces exploitations supérieures à 20 ha accroissent leurs effectifs, toutes les autres étant en régression ; on notera que les très grandes unités (≥ 50 ha) ne sont en expansion rapide et significative que depuis peu.

De cette évolution différentielle, il résulte qu'au cours du temps le poids relatif des diverses catégories d'exploitation varie beaucoup (graphique 7). Durant toute la fin du 19^e siècle, en Bretagne, les plus petites exploitations (1–5 ha) sont de loin les plus nombreuses (45 % du total), suivies des petites de 5 à 10 ha (27 %). Les grandes exploitations ne représentent guère plus de 10 % de l'ensemble des unités de production. Vers 1950, les exploitations de 10–20 ha deviennent majoritaires relativement (1/3 de l'ensemble), mais les deux catégories de 1 à 5 ha et de 5 à 10 ha constituent encore la moitié des exploitations bretonnes. Aujourd'hui par contre les exploitations de 20 à 50 ha sont les plus nombreuses, mais elles forment seulement 32 % du nombre total d'exploitations.

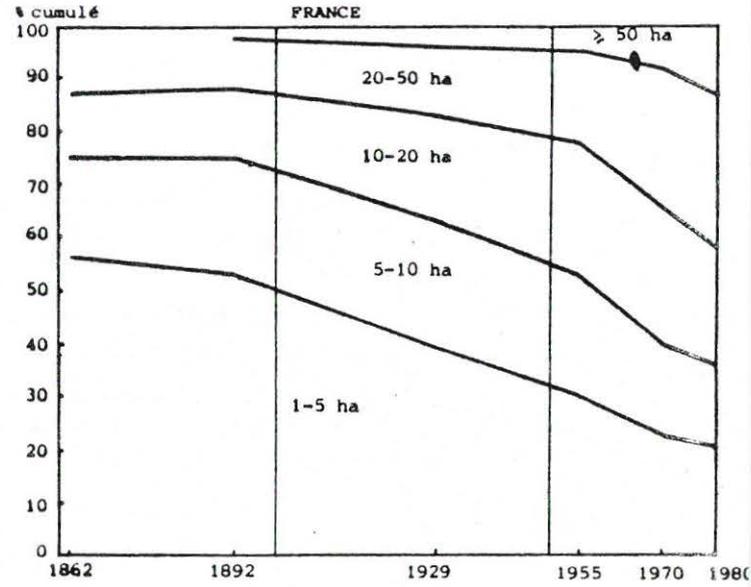
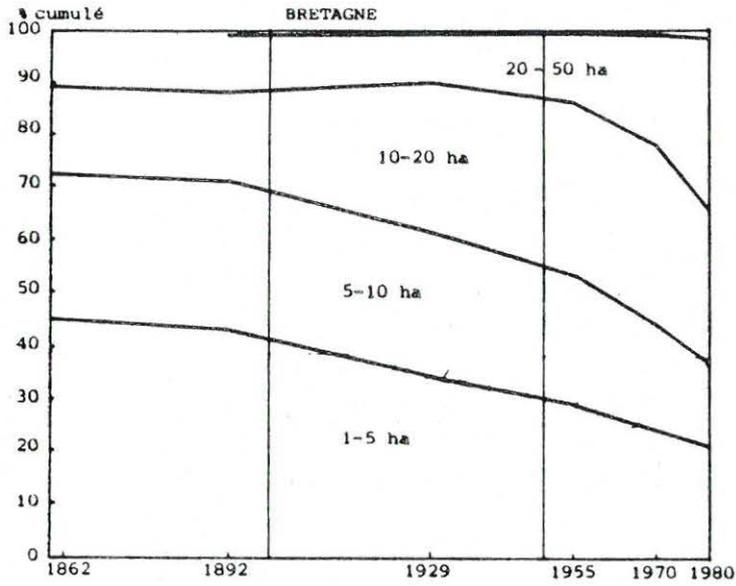
Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les petites et très petites exploitations sont relativement plus nombreuses en France qu'en Bretagne à la fin du 19^e siècle ; cependant les plus grandes unités y sont déjà plus fréquentes. Depuis, l'évolution nationale a été plus rapide et plus contrastée de telle sorte qu'en 1980, les exploitations inférieures à 10 ha sont très légèrement inférieures en France et les grandes exploitations (notamment ≥ 50 ha) en proportion sensiblement plus élevée.

On conçoit dès lors que l'évolution de la surface moyenne des exploitations masque les disparités de structure, même si elle traduit bien le phénomène d'élargissement progressif des unités de production (graphique 8). En un peu plus de 100 ans, la surface cultivée moyenne des exploitations agricoles bretonnes est passée d'environ 8 ha en 1862 à près de 17 ha en 1980, progression qui s'est réalisée pour l'essentiel depuis 1955 (à cette date la superficie moyenne est exactement de 10 hectares). La moyenne française s'est toujours située au-dessus de la moyenne régionale, l'écart relatif étant le plus faible entre 1890 et 1930 et tendant plutôt à s'accroître dans la période récente, sachant que les résultats nationaux recouvrent une très grande hétérogénéité de situation et d'évolution des structures d'une région à l'autre.

Au total, même si les mouvements se sont révélés moins intenses qu'en matière de population et si l'on ne peut pas à proprement parler considérer que les structures de production se sont trouvées bouleversées, les modifications advenues n'ont cependant pas été négligeables. Après un régime relativement stable fondé essentiellement sur des exploitations de faible dimension, l'agriculture bretonne a connu depuis les années 1930–1950 une montée progressive des exploitations moyenne à partir des terres rendues libres par la disparition des unités les plus petites. Si l'on en croit le déclin démographique décrit précédemment, on risque d'ailleurs d'assister dans les années à venir à une accélération des changements structurels. Ajoutons aussi que la surface des exploitations constitue de moins en moins à elle seule un bon critère de mesure de leur taille, du fait notamment du développement des productions "hors-sol" et que l'évolution de la superficie des unités de production n'est pas indépendante des conditions d'accès au marché foncier.

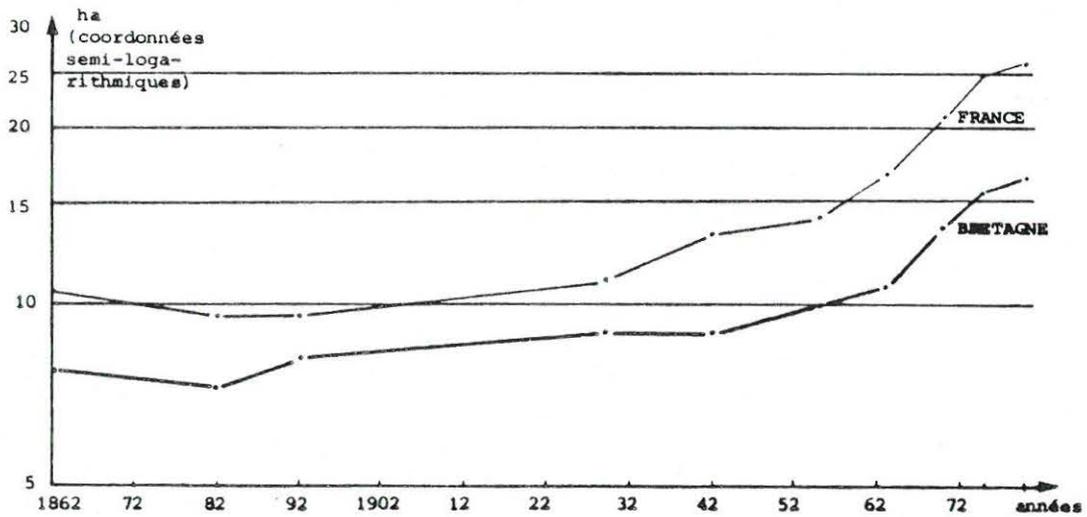
GRAPHIQUE 7

Evolution de l'importance relative de chaque classe d'exploitation
en Bretagne et en France, de 1862 à 1980



GRAPHIQUE 8

Evolution de la surface utilisée moyenne des exploitations de 1 ha et
plus en Bretagne et en France, 1862-1980



2 – 2 Une progression constante des surfaces en faire-valoir direct, interrompue momentanément par la crise de 1930

Le mode de faire-valoir des exploitations apparaît comme un élément structurel important à prendre en compte, aussi bien dans son aspect de rapport social (relations fermier-proprétaire) que dans sa signification économique (investissement foncier remis en cause à chaque génération). On le mesure souvent en termes de situation juridique des exploitations ; faire-valoir direct ou fermage, exclusif ou dominant ; pour des raisons d'homogénéité des séries statistiques, nous nous en tiendrons plutôt ici à une présentation du mode de tenure des surfaces cultivées (superficies en propriété ou en location) qui constitue sans doute un bon indicateur de l'évolution du régime de la propriété en agriculture.

Le métayage ayant presque totalement disparu depuis la fin du 19^e siècle, considérons l'évolution des surfaces en propriété directe, qui reflète bien les modifications survenues en matière de mode de faire-valoir depuis 100 ans (graphique 9). Les superficies possédées par les agriculteurs ont fortement augmenté entre 1882 et 1980 ; elles sont en effet passées d'environ 600 000 ha à près de 1 100 000 soit 1,8 fois plus. Certes la surface agricole s'est accrue également durant la même période, mais dans des proportions moindres, de telle sorte que le faire-valoir direct s'accroît aussi en importance relative : sa part est passée de 34 à 53 % de la superficie totale.

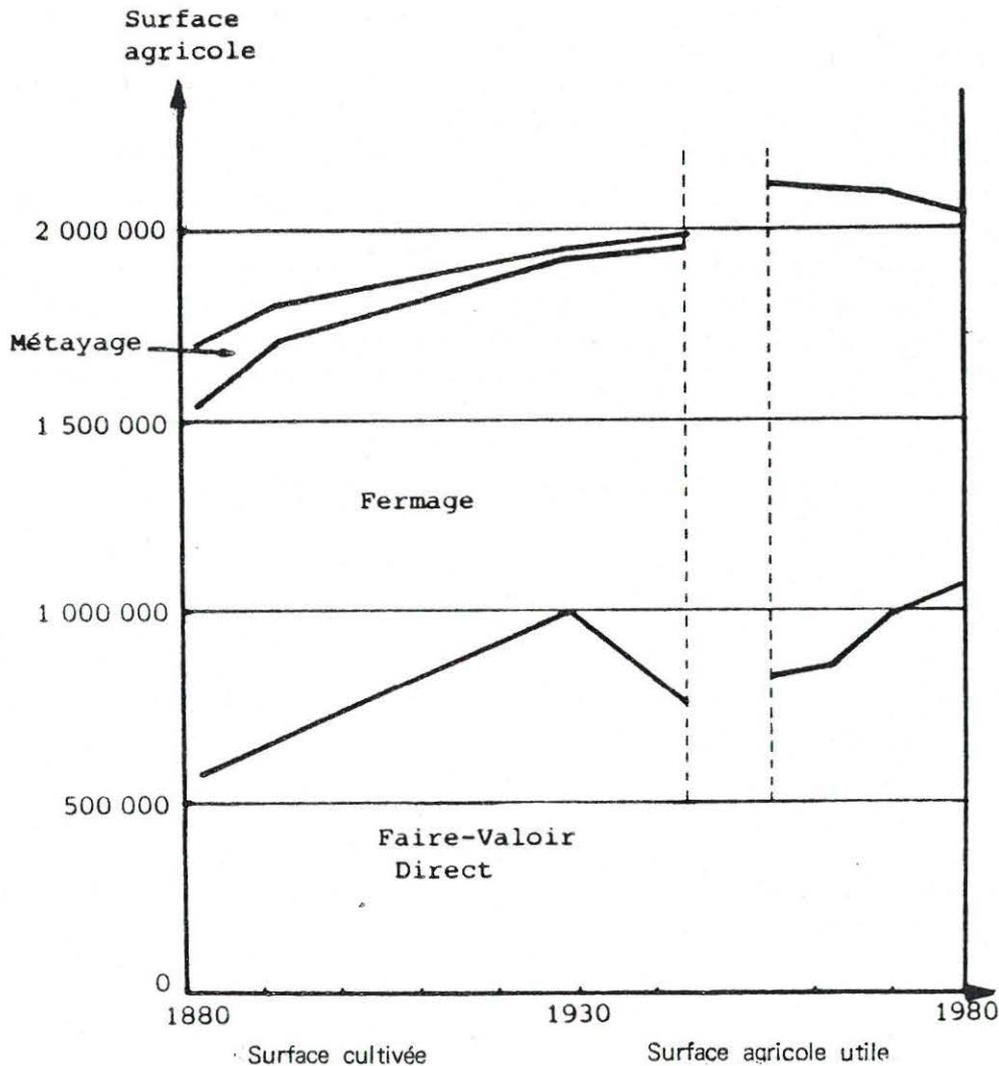
Proportion de superficie exploitée en faire valoir direct

	1882	1929	1955	1970	1980
Bretagne	34 %	52 %	39 %	47 %	53 %
France	59 %	55 %	52 %	52 %	50 %

Il y a donc eu, au cours de la période étudiée un rachat continu de la terre qu'ils exploitent par les agriculteurs bretons. Ce rachat a été encore plus important que ce qui apparaît ici, compte tenu de sorties de terre hors du secteur, liées aux mouvements démographiques et aux mutations professionnelles. Dans le même temps, le mouvement est sensiblement différent en France : il y a stagnation complète, voire même régression de la part du faire-valoir direct à un niveau qui est toujours resté jusqu'à présent majoritaire, contrairement à la situation de la Bretagne où le fermage était traditionnellement dominant.

GRAPHIQUE 9

*Evolution de la répartition de la surface agricole en Bretagne,
selon le mode de faire-valoir, 1882-1980*



L'évolution d'ensemble n'a d'ailleurs pas été régulière : elle comprend, au moins dans la région, des mouvements secondaires importants. De 1892 à 1929 se produit un développement rapide et continu du faire-valoir direct : la surface concernée double presque, passant de 580 000 à 1 000 000 ha. A partir de cette date, c'est le recul. Il est extrêmement prononcé : la propriété des agriculteurs retombe à la fin de la deuxième guerre mondiale à 760 000 ha, soit une perte de près de 250 000 ha en une quinzaine d'années. Ce déclin considérable est à rapprocher, en première analyse, de l'importante crise agricole des années 1930. Il est d'autant plus accusé qu'il suit une longue période de prospérité de l'agriculture bretonne. Dès la fin de la guerre, le mouvement d'expansion du faire-valoir direct reprend en Bretagne et va en s'accéléralant, le rythme de la période la plus récente dépassant même celui du début du xx^e siècle.

Ajoutons une autre caractéristique de l'évolution des modes de faire-valoir en Bretagne, la progression des modes mixtes au niveau des exploitations, au détriment du fermage pur ou de la propriété pure. On comptait ainsi 21 % de faire-valoir mixtes en 1892 ; la proportion a doublé en 1970 (39 %) et elle correspond aux nouvelles formes de croissance foncière des exploitations, notamment par adjonction de parcelles ou de petites exploitations disponibles, quel qu'en soit le statut juridique.

En définitive, l'analyse de l'évolution des structures de production fait apparaître une périodisation assez proche de celle qui a été esquissée dans l'étude démographique. La fin du 19^e et le début du 20^e siècle connaissent une grande stabilité des structures d'exploitation et pourrait-on dire du rapport homme-terre, qui semble être l'aboutissement d'une organisation élaborée quelques dizaines d'années auparavant. L'importance des investissements fonciers suggère même une certaine prospérité agricole à cette époque.

Les années 1930 marquent une rupture qu'accroît la crise économique des années d'avant-guerre ; le recul du faire-valoir direct en est une illustration frappante, mais la mise en mouvement des structures d'exploitation marque plus sûrement encore peut-être une rupture de tendance qui laisse présager les transformations importantes qui vont se produire ensuite et que l'on va voir se dégager notamment à travers l'étude des systèmes de culture et d'élevage.

III – L'EVOLUTION DES SYSTEMES DE CULTURE ET D'ELEVAGE

La description des systèmes de culture et d'élevage constitue un élément-pivot dans une étude générale consacrée à l'évolution de l'agriculture bretonne. Elle permet de mettre en évidence certains aspects essentiels des modifications internes du secteur agricole et en même temps elle fournit les données indispensables à la compréhension des mécanismes qui ont entraîné les changements observés. Il existe en effet un lien étroit entre les systèmes de production et les autres caractéristiques structurelles de l'agriculture, telles que le nombre de travailleurs ou la superficie des exploitations ; de même la nature et le volume des productions végétales et animales dépendent fortement d'incitations économiques externes que nous n'examinerons pas ici mais qui figurent parmi les déterminants de l'évolution agricole.

Les résultats qui vont suivre s'attachent d'abord à restituer les informations disponibles en matière de répartition du territoire entre les différentes cultures ou en matière d'effectifs d'animaux depuis 1840 jusqu'à nos jours. De cette description nous chercherons à dégager des éléments d'appréciation quant à la mise en place de certains aspects de la spécialisation agricole de la Bretagne. Les observations reposent exclusivement sur deux sources distinctes : les enquêtes et recensements agricoles de 1840 à 1892 et les statistiques agricoles annuelles (de 5 ans en 5 ans) entre 1913 et 1977, et l'on n'oubliera pas que des difficultés d'interprétation subsistent pour les périodes les plus anciennes.

3 – 1 La répartition des surfaces cultivées

Le graphique 10 représente de manière synthétique l'évolution du territoire agricole utilisé et de sa répartition entre les différentes cultures. Nous allons reprendre successivement les éléments les plus importants de ce mouvement de longue période, en y incluant des comparaisons avec l'ensemble national.

Un processus d'intensification dans l'utilisation du sol

En Bretagne, la surface utilisée (1) (terres labourables et prairies naturelles) se situe aujourd'hui aux environs de 2 millions d'hectares, avec une assez grande stabilité depuis les années 1900. Elle s'était par contre sensiblement développée dans les décennies précédentes (1 562 000 ha en 1840) du fait du défrichement des landes et terres incultes dont la surface s'est réduite de 800 000 à 400 000 ha entre 1840 et 1913. Cette conquête de nouvelles surfaces productives correspond à un processus d'intensification qui se déclenche vers les années 1850 et se termine sous cette forme juste avant la 1^{ère} guerre mondiale.

Il faut noter qu'en France, au contraire, les surfaces cultivées ont relativement peu varié sur l'ensemble de la période (graphique 11), mais cette stabilité peut correspondre à des mouvements de sens contraire selon les régions : conquêtes de nouvelles terres, abandon de certaines autres ; elle peut aussi signifier que la mise en valeur de nouvelles étendues était réalisée à l'échelon national avant 1850 et que la Bretagne n'a fait que rattraper un certain retard. On relèvera en ce sens que la proportion de landes y était beaucoup plus élevée en 1840 (leur superficie étant équivalente à la moitié des terres cultivées) et que les défrichements réalisés n'ont fait que ramener l'importance des terres incultes au niveau de la moyenne des autres régions (2).

D'autres caractéristiques marquent cependant de façon décisive la mise en place et le maintien de l'intensification de l'agriculture bretonne (3), en particulier l'importance des terres labourables dans le territoire cultivé. On constate en effet dans la région l'accroissement des surfaces en assolement durant la première période de défrichement (1840-1890) puis une quasi-stabilisation ensuite jusqu'à l'époque actuelle. En France au contraire, les terres labourables connaissent une régression notable à partir de 1890. A cette date, elles constituaient 85 % des surfaces utilisées pour les deux espaces considérés ; en 1980, elles représentent encore 80 % du total en Bretagne, mais seulement 54 % à l'échelon national.

Les céréales : de l'expansion au déclin

Sur les 140 années qui constituent notre période d'observation, l'évolution des surfaces céréalières en Bretagne peut se décomposer en 2 phases distinctes (graphique 12) :

- une période d'expansion qui débute dès 1840 et se termine en 1890 (de 860 000 à 1 060 000 ha)
- une période de décroissance continue ensuite, lente d'abord, accentuée après chacune des 2 guerres mondiales et qui s'accélère en fin de période pour ne plus recouvrir que 430 000 hectares en 1977.

Du fait de l'accroissement du territoire cultivé, la part des céréales dans la SAU s'est maintenue constante (aux alentours de 60 % du total) jusqu'en 1890. Cette proportion n'est plus que de 20 % actuellement après avoir diminué à peu près régulièrement depuis le début du siècle (50 % des surfaces en 1913 ; 33 % en 1960).

L'évolution est différente en France. Les superficies cultivées en céréales y décroissent de plus en plus rapidement à partir de 1862, année de surface maximum en France (15,5 M ha). En 1946, on ne compte plus que 8,2 M ha consacrés aux céréales, mais depuis cette date, contrairement à ce qu'on observe en Bretagne, un renversement de tendance s'opère à l'échelon national : les céréales y reprennent une certaine extension pour se stabiliser aux environs de 9,2 M ha, alors que dans la région elles régressent de plus en plus, au moins jusqu'en 1975.

Si l'on considère le poids relatif des cultures céréalières dans la surface cultivée, la même constatation peut être faite quant au sens de l'évolution. On relèvera simplement - et ce n'est pas négligeable - que jusqu'en 1967, les céréales occupent une proportion plus importante du territoire cultivé en Bretagne qu'en France, l'écart maximum se situant entre 1880 et 1920. Pendant longtemps donc, contrairement à certaines idées reçues, l'agriculture bretonne a relevé d'une certaine spécialisation céréalière.

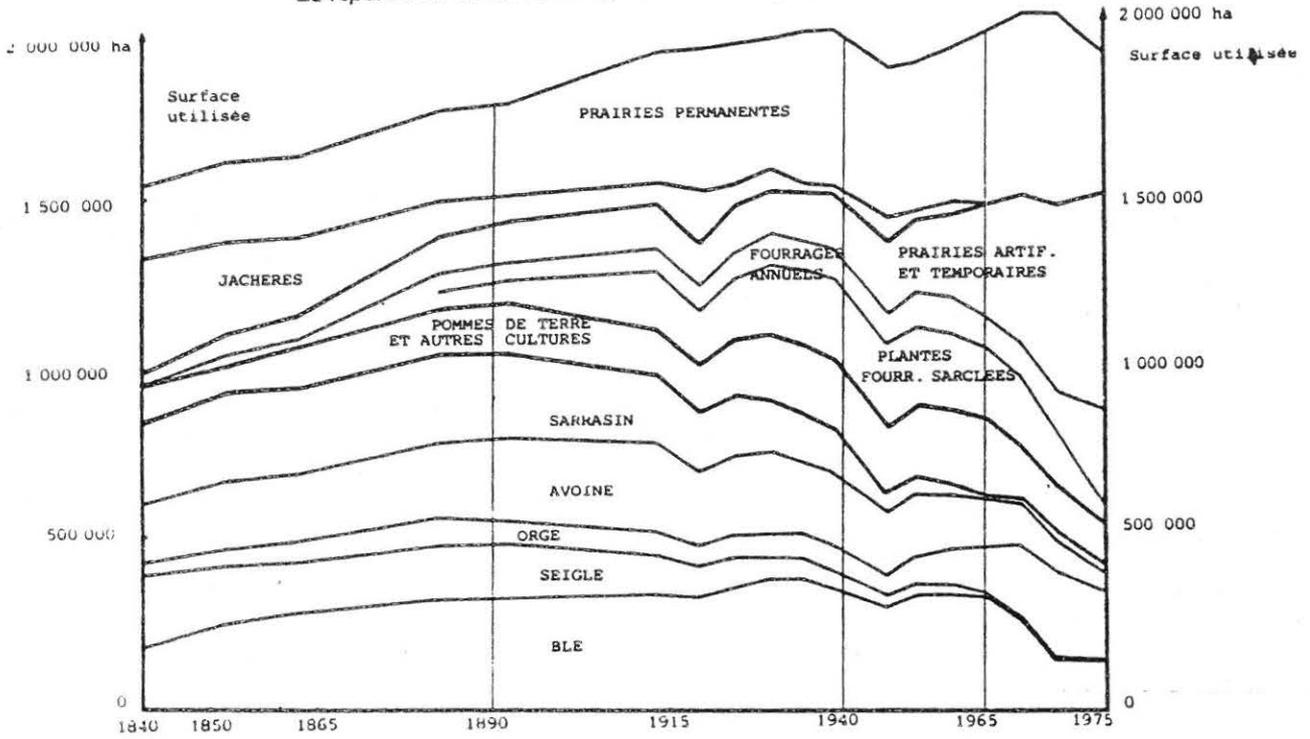
(1) Nous utilisons indifféremment la notion de surface agricole utilisée ou de surface cultivée.

(2) D'autre part, en Bretagne, les landes n'étaient pas totalement improductives.

(3) La disparition rapide des jachères entre 1840 et 1890 est aussi un phénomène significatif de ce point de vue.

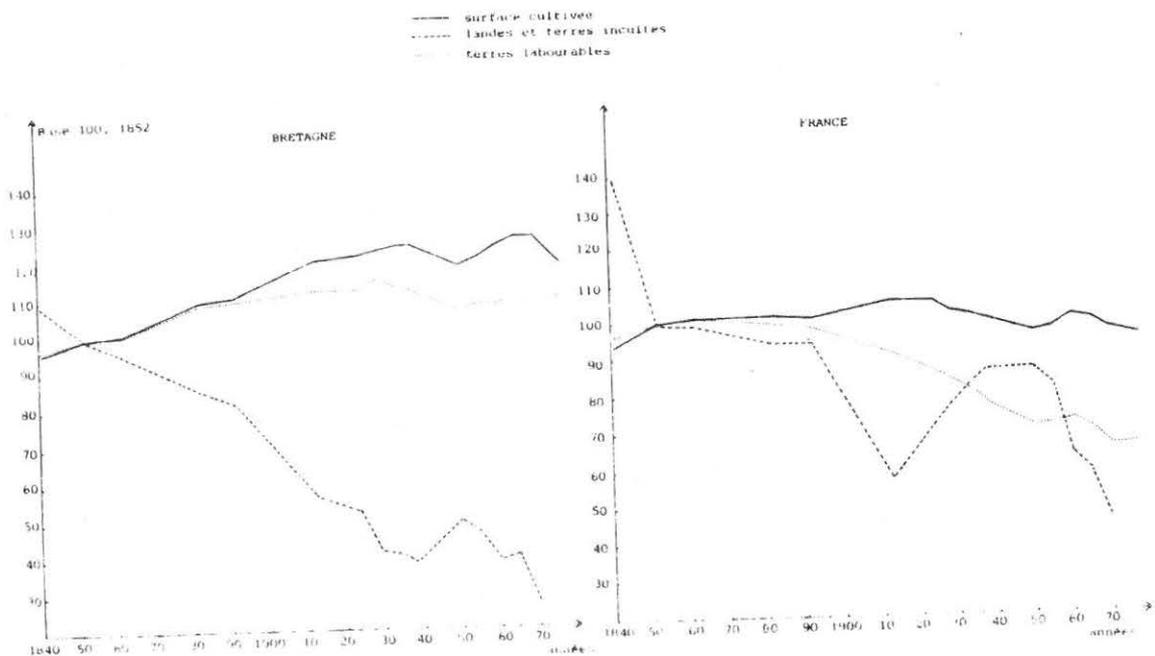
GRAPHIQUE 10

La répartition du territoire agricole en Bretagne, 1840 - 1977



GRAPHIQUE 11

Evolution des landes, de la surface cultivée et des terres labourables en Bretagne, et en France, 1840 - 1977. Indices



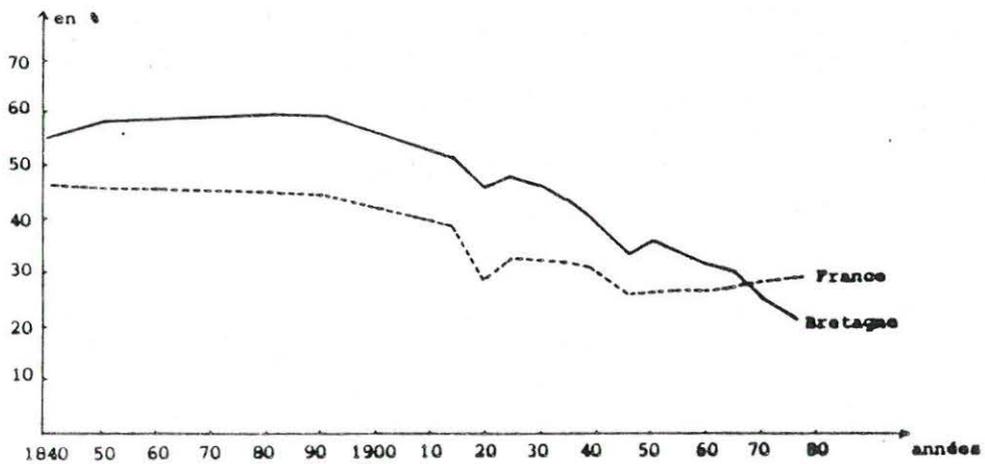
GRAPHIQUE 12

La culture des céréales en Bretagne et en France, 1840 - 1977.

a) Evolution des surfaces cultivées en céréales (indices)



b) Evolution de la part des céréales dans la SAU



Bien entendu, chaque céréale n'a pas connu au cours du temps la même évolution. Suivant un découpage chronologique simplifié, il apparaît notamment que (graphique 10) :

- de 1850 à 1890, c'est le blé et l'avoine qui, pour l'essentiel, contribuent à l'accroissement des surfaces céréalières
- de 1890 à 1940, le blé s'accroît encore un peu, l'avoine diminue largement, mais c'est surtout le déclin du seigle et du sarrasin qui expliquent l'essentiel de la régression des superficies consacrées aux céréales
- de 1940 à 1960, à l'exception de l'orge qui connaît une extension nouvelle, toutes les céréales perdent de l'importance, notamment l'avoine et le sarrasin
- de 1960 à 1970, le blé subit une chute brutale, alors que l'orge progresse très fortement et que le maïs-grain apparaît timidement
- dans les 10 dernières années enfin, nouvelles ruptures au détriment de l'orge qui régresse sensiblement alors que le blé regagne quelque 20 000 ha.

Ces mouvements spécifiques sont à relier aux transformations globales des systèmes de production. Notons simplement pour l'instant qu'ils conduisent à une structure des surfaces céréalières fort différente d'une période à l'autre. Alors que vers 1850, l'espace occupé par les céréales se répartit à peu près à égalité entre le blé (25 %), le seigle (20 %), le sarrasin (30 %) et l'avoine (20 %), le blé et l'avoine deviennent majoritaires entre les deux guerres (respectivement 43 % et 27 % en 1938). Aujourd'hui le blé et l'orge se partagent 80 % des superficies céréalières, le reste étant consacré à l'avoine (12 %) et au maïs-grain (8 %). La simplification du système céréalier est évidente : de la "polycéréaliculture" de la fin du 19^e siècle on est passé à un système binaire blé + orge dans les années les plus récentes.

Evolution par grandes périodes des surfaces occupées par les différentes céréales en Bretagne (en 1 000 ha).

	Surface cultivée vers 1850	Evolution (chiffres arrondis)					Surface cultivée en 1980
		1850 1890	1890 1940	1940 1960	1960 1970	1970 1980	
Blé	260	+ 70	+ 30	- 30	- 185	+ 20	160
Avoine	200	+ 40	- 20	- 80	- 50	- 40	50
Seigle	170	- 10	- 100	- 45	- 10	-	ε
Sarrasin	270	- 10	- 130	- 110	- 10	-	ε
Orge	50	+ 30	0	+ 65	+ 120	- 80	180
Maïs	-	-	-	-	+ 25	+ 10	35
Total	950	+ 120	- 220	- 200	- 110	- 90	430

Le "règne" de la pomme de terre entre 1900 et 1960

La culture de la pomme de terre a connu un développement considérable au cours de la seconde moitié du 19^e siècle et au début du 20^e siècle jusque vers 1930 (de 55 000 ha en 1840 à 160 000 ha en 1930, soit un triplement des surfaces). Ce haut niveau s'est maintenu jusqu'en 1960 ; depuis, la régression est très forte et les superficies actuelles n'atteignent pas le niveau du milieu du 19^e siècle (22 000 ha en 1980). Par rapport à la France, c'est seulement à partir des années 1900 que s'affirme la spécialisation de la Bretagne dans la culture de la pomme de terre : jusqu'alors en effet, celle-ci n'occupe pas une part plus importante du territoire cultivé dans la région que sur le territoire national (4 à 5 % du total). Mais ensuite cette proportion stagne en France alors qu'elle s'accroît jusqu'à 8 % de la SAU en Bretagne entre 1930 et 1960.

Au total, on assiste sur une période de 140 ans environ au déroulement complet d'un cycle de développement puis de déclin de la pomme de terre en Bretagne. Il serait intéressant de rechercher à quels déterminants répond la spécialisation que l'on constate dans la 1ère moitié du 20^e siècle. Les raisons en sont sans doute nombreuses et relèvent entre autres de facteurs démographiques et structurels (population abondante sur de petites exploitations), agronomiques (place des plantes sarclées dans l'assolement) et alimentaires (pour les hommes et les animaux).

Une croissance continue des cultures fourragères

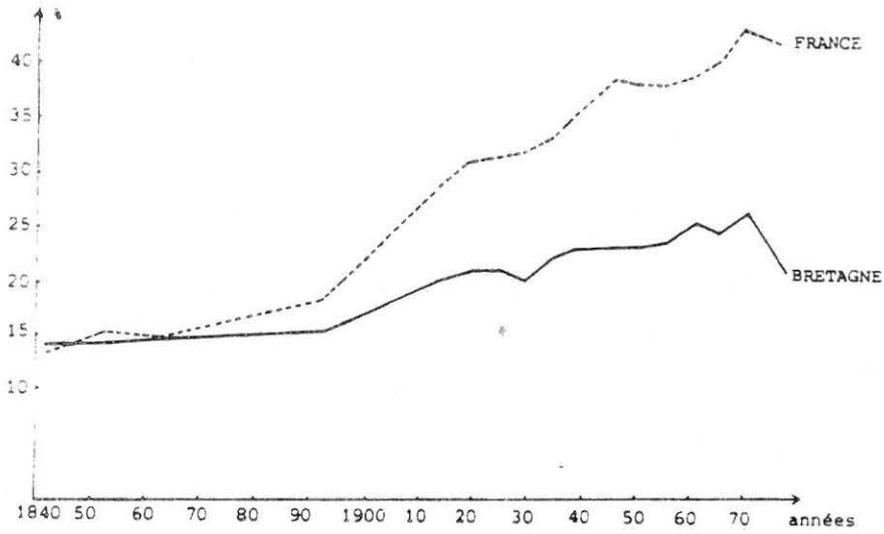
Prenant la notion de surface fourragère dans un sens extensif, c'est-à-dire en y incluant les prairies naturelles, les jachères et les cultures fourragères, on observe en longue période à la fois une progression très sensible des superficies qui y sont consacrées, à partir de 1890, et une modification profonde de la structure de cette surface fourragère, qui débute dès 1850.

Surface fourragère totale en Bretagne

	1840	1890	1940	1960	1977
en ha	600 000	600 000	1 000 000	1 150 000	1 400 000
en % SAU	38 %	33 %	50 %	57 %	73 %
en %					
dont prairies natur.	37	46	47	45	29
dont jachères	56	13	2	-	-
dont cult. fourrag.	7	41	51	55	71

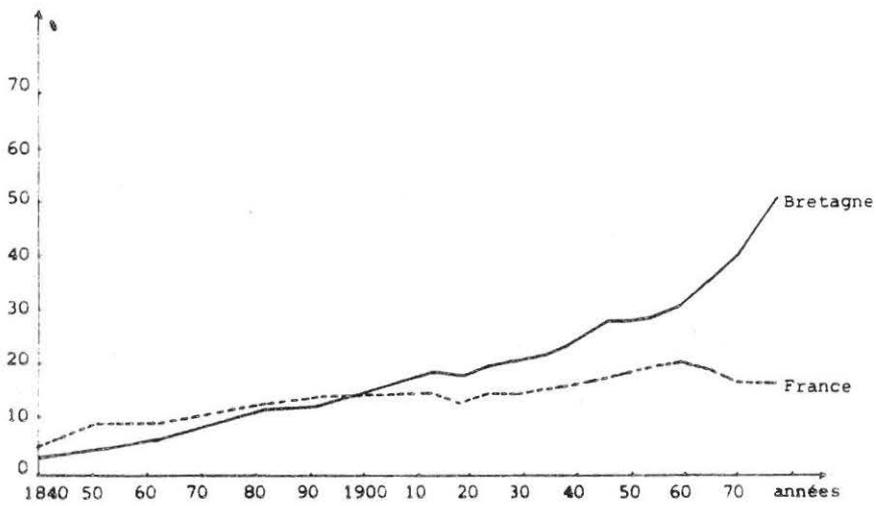
GRAPHIQUE 13

Part occupée par les prairies naturelles dans le territoire agricole cultivé ,
Bretagne et France, 1840 - 1977



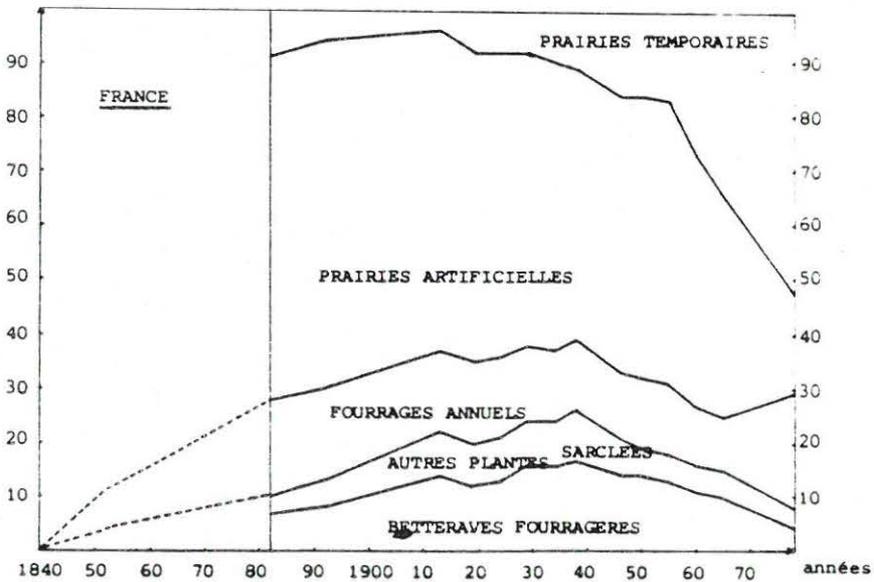
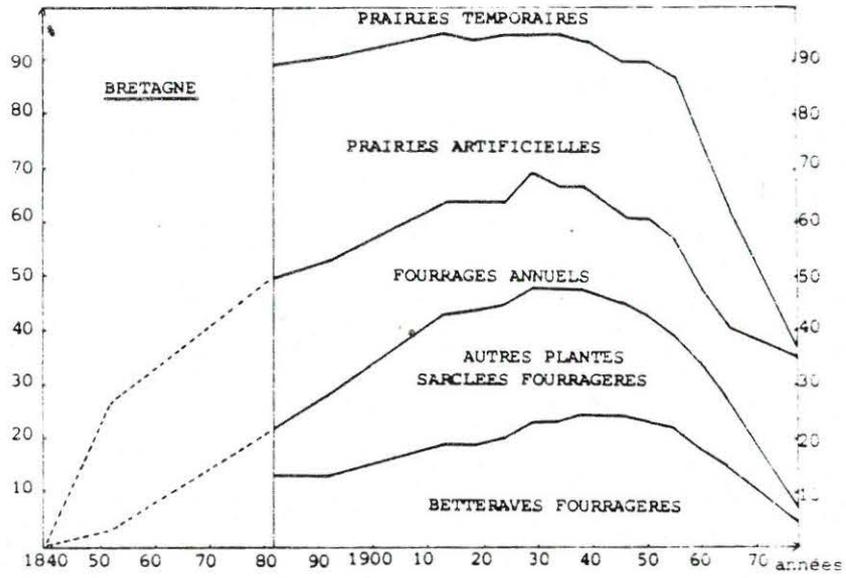
GRAPHIQUE 14

Part du territoire cultivé occupée par les cultures fourragères en Bretagne et en France, 1840 - 1977



GRAPHIQUE 15

Part occupée par chaque type de culture fourragère totale,
Bretagne et France, 1840 - 1977, (pourcentages cumulés)



Dans la région, comme en France, les *prairies naturelles* ont gagné du terrain tout au long de la période étudiée, et notamment à partir de 1890 : elles n'occupaient que 218 000 ha en 1840, 273 000 ha en 1892 mais elles atteignaient près de 400 000 ha en 1913 et 500 000 environ en 1960. Alors qu'au niveau national, cette progression se faisait essentiellement au détriment des terres labourables, en Bretagne la croissance de la STH s'est plutôt opérée par réduction du territoire non cultivé. Au total, les prairies permanentes ont cependant moins progressé en Bretagne qu'en France et surtout leur part dans la surface cultivée est restée sensiblement plus faible (graphique 13).

Incluses dans les terres labourables, les *cultures fourragères* comprennent les plantes fourragères sarclées, les fourrages annuels et les prairies artificielles et temporaires (les cultures dérobées ne sont pas prises en compte). On observe que depuis 1840, elle se développent en Bretagne de manière continue. D'importance très réduite au départ (quelques dizaines de milliers d'ha au milieu du 19^e s.) elles atteignent 240 000 ha en 1892, 500 000 en 1938 et 1 million d'ha aujourd'hui. De ce fait, elles occupent une part croissante dans le territoire cultivé, pour devenir majoritaires dans les années les plus récentes. (graphique 14).

Une telle extension des cultures fourragères se révèle spécifique de l'agriculture bretonne au moins à partir des années 1900. En France en effet, elles s'accroissent assez faiblement et déclinent même à partir de 1960 de telle sorte que l'écart entre la région et le pays dans son ensemble s'est brutalement creusé dans les 15 ou 20 dernières années. D'autre part, si l'on veut compléter les caractères originaux de la Bretagne en matière de cultures fourragères, on doit signaler (graphique 15) :

– qu'au niveau régional les plantes sarclées fourragères (betteraves, choux, rutabagas, etc...) ont toujours eu plus d'importance qu'à l'échelon national (elles ont représenté jusqu'à 50 % des cultures fourragères contre au maximum 25 % en France).

– que les prairies artificielles (trèfle, luzerne), occupent plus de place dans l'ensemble de la France ; durant la première moitié du 20^e s., elles y ont constitué plus de la moitié des cultures fourragères, ce qui n'a jamais été le cas au niveau régional.

– que la croissance des prairies temporaires, plus ample en Bretagne, s'est cependant manifestée plus tôt en France, dès avant la seconde guerre mondiale semble-t-il. La "seconde révolution agricole", c'est-à-dire l'introduction de la culture de l'herbe, ne s'est vraiment diffusée dans la région qu'à partir de 1955.

La transformation du territoire agricole apparaît donc comme tout à fait considérable en Bretagne lorsqu'on examine les modifications de structure en longue période. Quoi de commun par exemple entre le milieu du 19^e siècle où la culture des céréales (pauvres) est quasi exclusive, les années 1930 qui connaissent une répartition équilibrée entre la céréaliculture et les fourrages et plantes sarclées, ou bien la période la plus récente durant laquelle se manifeste la prédominance absolue des prairies temporaires et fourrages annuels ? Mais ce n'est sans doute que dans leur mise en relation avec l'évolution du nombre et de la nature des animaux élevés en Bretagne que l'on pourra saisir la signification des changements qu'a connus le système de culture. Aussi, allons-nous tenter de donner un aperçu de l'importance du cheptel vif dans la région au cours du temps.

3 2 Les effectifs d'animaux : vers la spécialisation laitière, porcine (et avicole)

De façon tout à fait classique, nous allons examiner les modifications du nombre d'animaux des catégories suivantes : chevaux, bovins, ovins et porcins, sachant que chaque type d'animal correspond à une fonction différente et occupe une place spécifique dans le système de production agricole. Faute de statistiques disponibles, nous ne traiterons pas de l'élevage de volailles en longue période.

En Bretagne, le *nombre de chevaux* se maintient à peu près constant (aux environs de 300 000 unités) durant la seconde moitié du 19^e s. ; il s'élève ensuite pour atteindre un maximum en 1929 (360 000 chevaux). L'effectif ne se modifie guère jusqu'en 1950, date à laquelle il commence à se réduire ; la chute est brutale entre 1960 et 1970 et l'on compte aujourd'hui environ 8 000 chevaux de trait dans les exploitations agricoles bretonnes.

Cette évolution s'explique bien entendu par le développement de la motorisation à partir de la seconde guerre mondiale et l'évolution est d'ailleurs fort semblable (le déclin est peut-être un peu plus précoce) dans l'ensemble du pays.

On comptait 174 000 *boeufs* dans la région en 1840, effectif qui n'a jamais été atteint depuis puisqu'on en dénombrait 120 000 en 1892, 80 000 en 1929 et 48 000 en 1970. Au 19^e s., les boeufs de travail sont majoritaires, mais leur déclin est dès cette époque rapide et continu (83 000 en 1882, 42 000 en 1929, 7 000 en 1965). Au contraire l'effectif des boeufs à l'engrais — qui reste toujours faible — se révèle plus stable (aux environs de 30 000 têtes) jusqu'en 1970 où l'on observe une certaine remontée de cette production.

A la différence des boeufs, les *taureaux* avaient uniquement une fonction de reproduction, au moins jusqu'à la période récente (développement des élevages de taurillons). L'évolution est caractéristique : le nombre de taureaux double en Bretagne de 1850 à 1913 (de 19 000 à 37 000) puis se stabilise à ce niveau jusqu'en 1955, période de développement rapide des centres d'insémination artificielle. En 1970, on en dénombre seulement 11 000.

Les *vaches* sont beaucoup plus nombreuses que les boeufs et les taureaux puisque l'on en comptait déjà près de 700 000 en Bretagne en 1852. Depuis cette période, l'accroissement des effectifs est remarquablement régulier et continu, si l'on excepte les années d'après-guerre (graphique 16). La croissance du troupeau ne s'est sensiblement accélérée que dans les années les plus récentes (depuis 1960) alors qu'elle était de l'ordre de 0,5 % par an jusqu'en 1940 et 0,8 % entre 1940 et 1960.

Le nombre de vaches en Bretagne de 1840 à 1977

	1840	1890	1940	1960	1977
Nb. de vaches	650 000	800 000	1 000 000	1 170 000	1 584 000
Taux de croissance par an		+ 0,4 %	+ 0,5 %	+ 0,8 %	+ 1,8 %

On relèvera par ailleurs que l'évolution des effectifs est très proche en Bretagne et dans l'ensemble de la France (excepté à partir de 1965).

Les statistiques concernant les *jeunes bovins* sont plus sujettes à caution que les précédentes ; les catégories recensées ont en effet varié au cours du temps. Il semblerait qu'en Bretagne, à la différence de ce qui est observé pour les vaches, les effectifs des veaux et des génisses stagnent jusqu'en 1940 (entre 500 et 600 000 têtes). Ils s'accroissent à partir de 1950 pour atteindre 1 200 000 unités en 1977. On mesure dans cette augmentation récente les effets conjugués de l'accroissement du troupeau de vaches et du développement de l'élevage des veaux de boucherie et des jeunes bovins.

Il est admis que la Bretagne n'est pas une région spécialisée dans la *production ovine*. Le cheptel est effectivement peu important aujourd'hui (173 000 têtes contre 11 900 000 en France), mais le troupeau ovin était loin d'être négligeable au milieu du 19^e siècle (736 000 moutons en 1841 et encore 602 000 en 1852). La régression des effectifs est ensuite sensiblement plus brutale et plus rapide que pour l'ensemble national ; le minimum est atteint en 1965 avec alors seulement 64 000 ovins en Bretagne.

Dans la région, l'*effectif total porcin* connaît une croissance continue et de plus en plus rapide sur l'ensemble de la période observée (graphique 17). En 140 ans, le nombre de porcs s'est trouvé multiplié par 16 ; il a doublé une première fois entre 1852 et 1938, puis entre 1938 et 1960, encore une fois entre 1960 et 1970 et presque à nouveau entre 1970 et 1980 pour atteindre aujourd'hui plus de 5 millions de têtes. Par rapport à la France, le décrochage dans le rythme d'évolution apparaît à partir du début du 20^e siècle. A l'échelon national le nombre de porcs stagne depuis cette période, et la reprise constatée dans les années récentes provient presque exclusivement de la croissance du cheptel porcin breton.

Le nombre de porcs en Bretagne et en France, 1840–1980

Effectifs de porcins	1840	1890	1940	1960	1970	1980
Bretagne	306 000	467 000	763 000	1 161 000	3 172 000	5 034 000
Autres régions françaises	3 885 000	6 954 000	6 364 000	7 442 000	8 400 000	6 412 000
France	4 191 000	7 421 000	7 127 000	8 063 000	11 572 000	11 446 000

Comme pour l'utilisation du sol, des changements profonds ont marqué l'évolution des productions animales en Bretagne depuis bientôt un siècle et demi. De même que certaines cultures (seigle, sarrasin, prairies artificielles, etc...) ont disparu alors que d'autres (prairies temporaires, maïs-fourrage, ...) ont connu une expansion très vive, de même des animaux tels que les chevaux, les boeufs, les taureaux, les moutons ne sont pratiquement plus élevés dans la région tandis qu'au contraire le troupeau laitier et surtout les porcs ont bénéficié d'un fort développement (sans oublier les volailles dont l'effectif est aujourd'hui supérieur à 70 millions de têtes, contre moins de 5 millions en 1929).

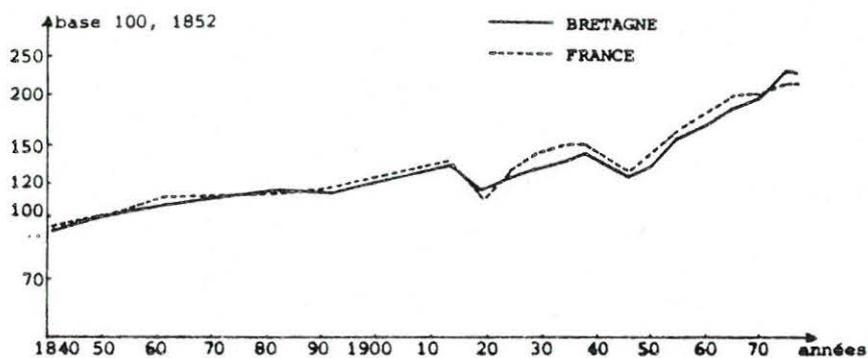
C'est bien entendu tout le système de production qui s'est trouvé modifié, et il reste à saisir quel a été au cours du temps le processus des transformations de cet ensemble complexe de relations qui s'établissent ou se rompent, notamment entre productions animales et végétales. En considérant pour l'instant les seuls systèmes de culture et d'élevage, ne peut-on pas déjà établir quelques repères quant aux mécanismes d'évolution de l'agriculture bretonne et, plus particulièrement, s'interroger sur l'origine de la spécialisation agricole de la région, caractéristique marquante de la période récente?

3 – 3 De quand date la spécialisation de l'agriculture régionale ?

Durant toute la seconde moitié du 19^e siècle, l'agriculture bretonne n'apparaît guère différente de l'agriculture française dans son ensemble et, en particulier, aucune spécialisation animale ou végétale n'y semble véritablement affirmée. Aujourd'hui au contraire, nous nous trouvons face à un système très spécialisé dans quelques productions animales (lait, porcs, volailles) qui confère à l'agriculture de la région une spécificité certaine par rapport à l'ensemble national. A partir de quand la Bretagne tend-elle à se différencier du reste du pays ? C'est ce que nous proposons ici d'examiner en étudiant l'évolution des surfaces fourragères et des productions laitière et porcine.

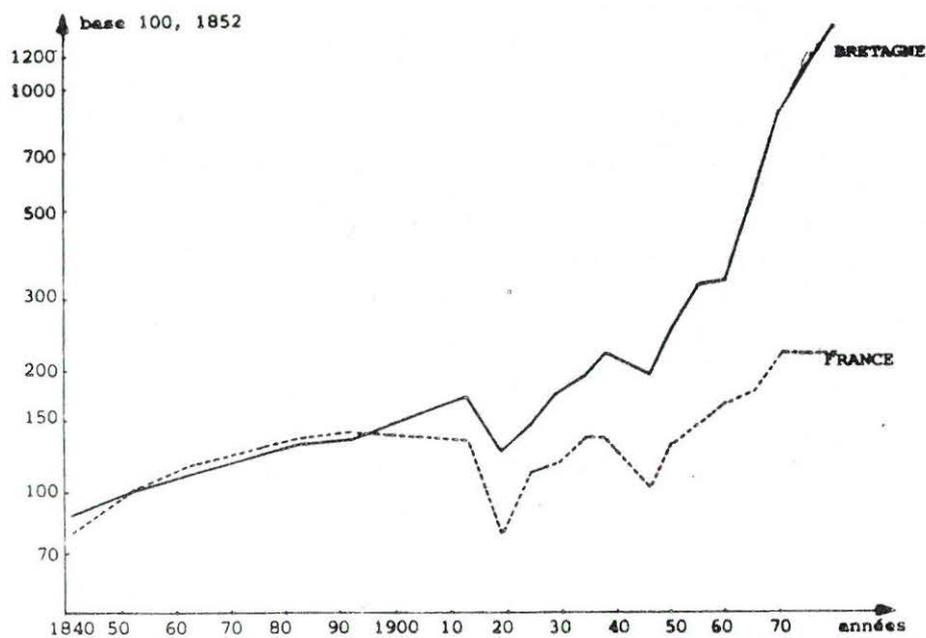
GRAPHIQUE 16

Evolution du nombre de vaches en Bretagne et en France, 1840-1977. Indices. Coordonnées semi-logarithmiques.



GRAPHIQUE 17

Evolution du nombre total des porcs en Bretagne et en France, 1840-1980. Indices. Coordonnées semi-logarithmiques.



La spécialisation fourragère débute véritablement en 1960, mais était préparée depuis longtemps.

L'analyse en longue période du système de culture montre clairement le processus d'intensification dans l'exploitation du territoire agricole qui s'organise en Bretagne dans la seconde moitié du 19^e s. et se maintient jusqu'à nos jours.

A l'intérieur de cette évolution globale, quelle place occupe la production fourragère en Bretagne ; à partir de quand peut-on dire qu'elle correspond à une orientation privilégiée de la région ? Si l'on considère la part de la surface fourragère totale dans la superficie cultivée, la spécificité de la Bretagne serait toute récente puisqu'elle ne daterait que d'une vingtaine d'années.

Surface fourragère totale (STH + jachères + cult. fourrag.) en % de la S.A.U.

	1840	1890	1940	1960	1977
Bretagne	38 %	33 %	50 %	57 %	73 %
France	40 %	42 %	57 %	62 %	60 %

La réponse doit cependant être plus nuancée, il faut pour cela examiner l'évolution respective des différentes cultures fourragères (graphique 18). Dès lors, on est conduit à considérer plusieurs périodes :

— de 1840 à 1890, la Bretagne se différencie très peu de la moyenne nationale, exception faite des plantes sarclées qui occupent déjà en 1890 une place plus importante

— de 1890 à 1940, la production fourragère s'intensifie dans la région par le développement des plantes sarclées principalement. En France, durant la même période un phénomène d'extensification se manifeste au contraire, avec la régression des prairies artificielles et le poids croissant des prairies permanentes.

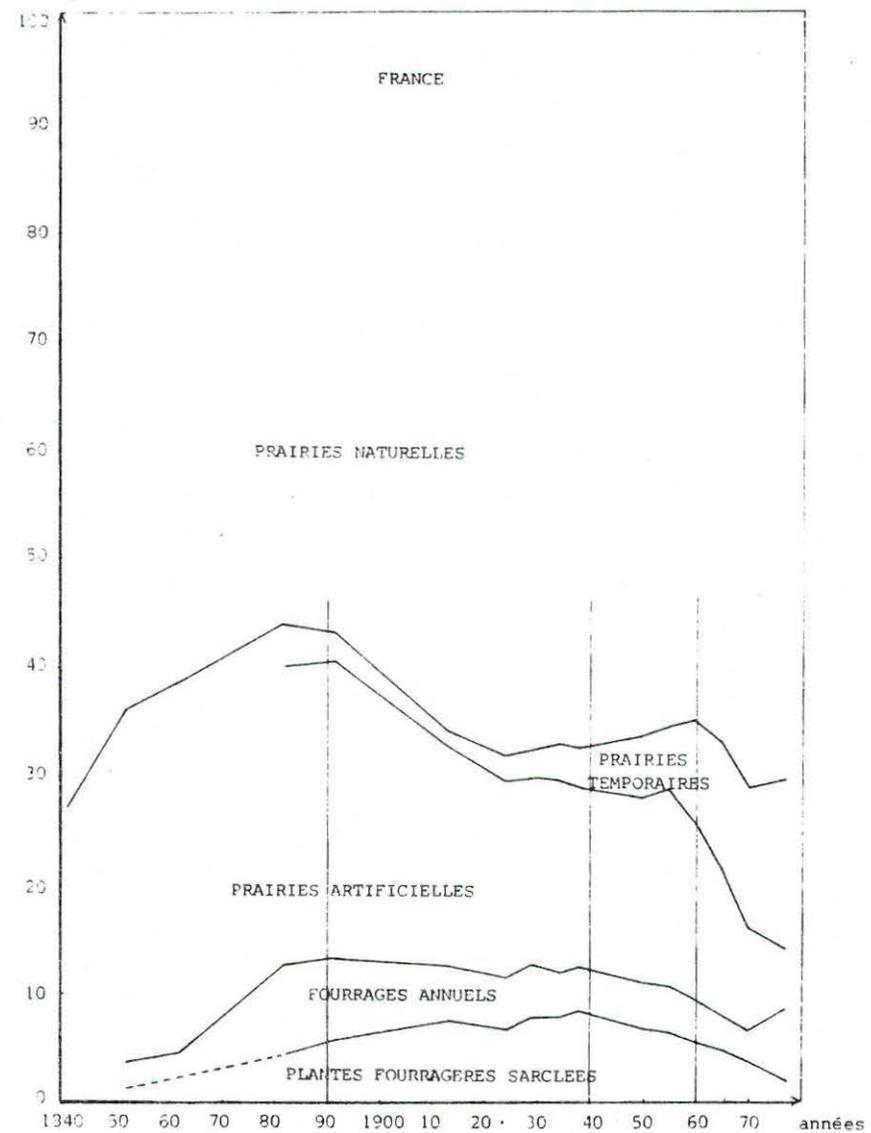
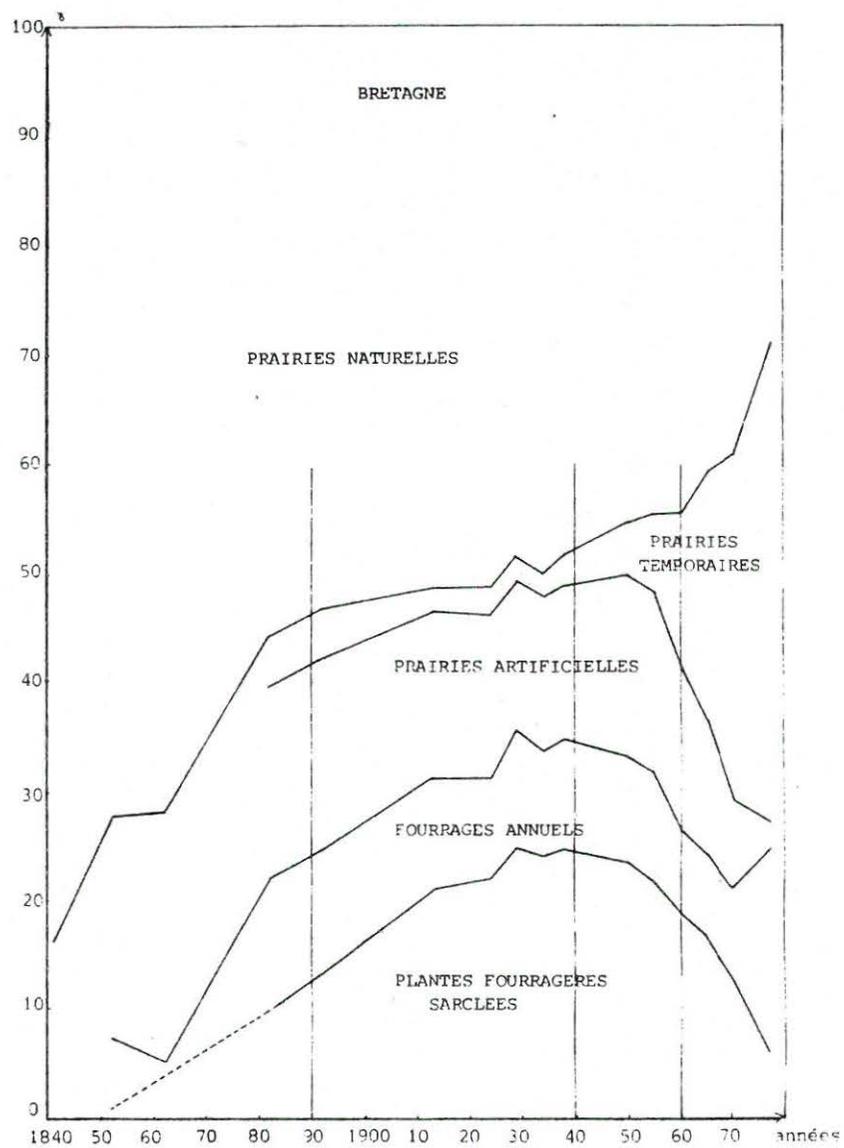
— de 1940 à 1960, toutes proportions gardées, des mouvements de même sens sont constatés en Bretagne et en France : l'intensification fourragère se poursuit ou reprend avec notamment le développement des prairies temporaires.

— à partir de 1960, les divergences entre les 2 ensembles géographiques se manifestent avec force, la S.T.H. gagnant à nouveau du terrain en France alors que les cultures fourragères s'étendent très rapidement dans le système de culture de la Bretagne.

En bref, on peut admettre que ce n'est véritablement qu'à partir de 1960 que la spécialisation fourragère s'est définitivement affirmée dans la région. Jusqu'alors par exemple, la part des céréales dans le territoire cultivé était plus importante en Bretagne qu'en France (graphique 12). Mais cette spécialisation a été préparée à partir de 1890—1900 par une intensification des superficies consacrées aux fourrages. La culture des plantes sarclées en particulier permettait déjà sans doute un certain accroissement de la production bovine et laitière avant même que la culture de l'herbe et du maïs-fourrage ne prenne le relais dans la période la plus récente ; c'est ce que nous pouvons chercher à vérifier en examinant plus précisément l'apparition de la spécialisation laitière en Bretagne.

GRAPHIQUE 18

Evolution de la répartition des surfaces fourragères entre les différentes cultures, 1840–1977, Bretagne et France. Pourcentages cumulés.



Une orientation ancienne vers la production laitière, mais une intensification récente.

Sur l'ensemble de la période, et contrairement à ce que l'on a pu observer en matière de cultures fourragères, l'agriculture bretonne connaît une orientation marquée vers la production de lait. De 1840 à 1980, le troupeau de vaches représente constamment entre 11 et 13 % du cheptel français alors que la Bretagne ne couvre guère que 6 % des surfaces cultivées nationales. C'est ce que montre le graphique 19 où l'on a figuré le nombre de vaches à l'ha cultivé ; la densité du troupeau bovin laitier est systématiquement très nettement supérieure à l'échelon régional par rapport à l'ensemble national.

Si l'orientation laitière est ancienne, l'intensification - telle qu'elle est mesurée ici - ne se manifeste qu'à partir de 1950 ; le nombre de vaches à l'ha reste en effet constant jusqu'à cette date (entre 0,4 et 0,5) et connaît seulement depuis lors un accroissement sensible (de 0,5 à 0,8).

On observe par ailleurs (graphique 20) que l'augmentation de la production laitière accompagne les changements du système de culture. Si l'on reprend un découpage chronologique déjà utilisé à plusieurs reprises, il apparaît que jusque vers 1880-1890, la production laitière augmente alors que la surface fourragère totale (SFT) est stable. La productivité à l'ha SFT passe d'environ 650 litres de lait en 1840 à plus de 1300 en 1890, soit un doublement sur cette période ; ceci correspond à une modification radicale dans la composition même de la surface fourragère. De 1890 à 1940, la combinaison "système fourrager - production laitière" semble stabilisée : la production de lait par ha SFT est identique en 1890 et en 1940, malgré la progression relative des cultures fourragères. A partir de 1950, la productivité des surfaces consacrées aux fourrages s'accroît à nouveau considérablement pour atteindre environ 3 500 l à l'ha en 1977.

Toutes ces évolutions doivent encore être commentées avec prudence, au moins pour la période d'avant 1950. La mesure de la production laitière demeure tout à fait approximative et la détermination des surfaces fourragères au 19^e s. reste sujette à caution dans la mesure où les pacages, landes et communaux sont exclus du territoire utilisé. En l'état actuel des renseignements disponibles, il semble que l'on peut avancer les propositions suivantes :

- Durant la 2^{ème} moitié du 19^e s., la spécificité laitière de la Bretagne, déjà sensiblement affirmée, tend encore à s'accroître au détriment des autres productions bovines, l'équilibre vaches à lait/autres bovins se maintient ensuite pratiquement jusqu'à nos jours. En même temps, la productivité des surfaces fourragères s'accroît assez fortement.

- L'orientation vers la production de lait subsiste, sans toutefois s'accroître, dans le cadre de la polyculture-élevage de la 1^{ère} moitié du 20^e siècle ; il s'agit d'un système de production très diversifié qui n'entraîne pas de nouvelle spécialisation marquée pour la région. Le cheptel laitier reste stable, et le développement des cultures fourragères entre 1900 et 1950 marque surtout l'interdépendance de plus en plus poussée des productions animales et végétales.

- De même que la spécialisation fourragère de l'agriculture bretonne ne s'est réellement affirmée que depuis 1960, même si les conditions favorables préexistaient, de même l'intensification laitière ne s'est effectivement déclenchée que depuis une vingtaine d'années, avec la dissociation progressive du système agricole traditionnel.

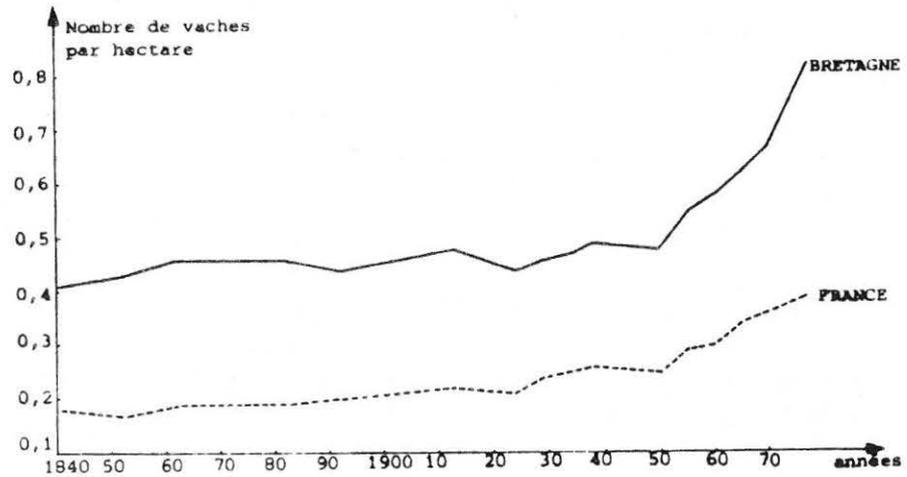
La spécialisation porcine de la Bretagne apparaît en Bretagne vers 1900. Elle se dissocie des systèmes de culture à partir de 1970.

Le graphique 17 a déjà fait apparaître que la croissance du cheptel porcin n'a été plus rapide en Bretagne qu'à compter du début du 20^e siècle. Mais peut-être existait-il déjà alors une plus forte densité des porcs en Bretagne.

En fait, on ne décèle aucune orientation particulière vers l'élevage porcin dans la région avant 1900 (graphique 21) ; le nombre de porcs par exploitation y est très proche de la moyenne nationale, aux environs de 2 unités. Par la suite une certaine différenciation se manifeste qui va tendre progressivement à s'accroître ; les effectifs par exploitation sont les suivants en Bretagne : près de 2 en 1930, près de 6 en 1955, et plus de 20 en 1970, alors qu'en France les chiffres correspondants restent de 2 en 1930, n'atteignent pas 4 en 1955 et avoisinent 8 en 1970.

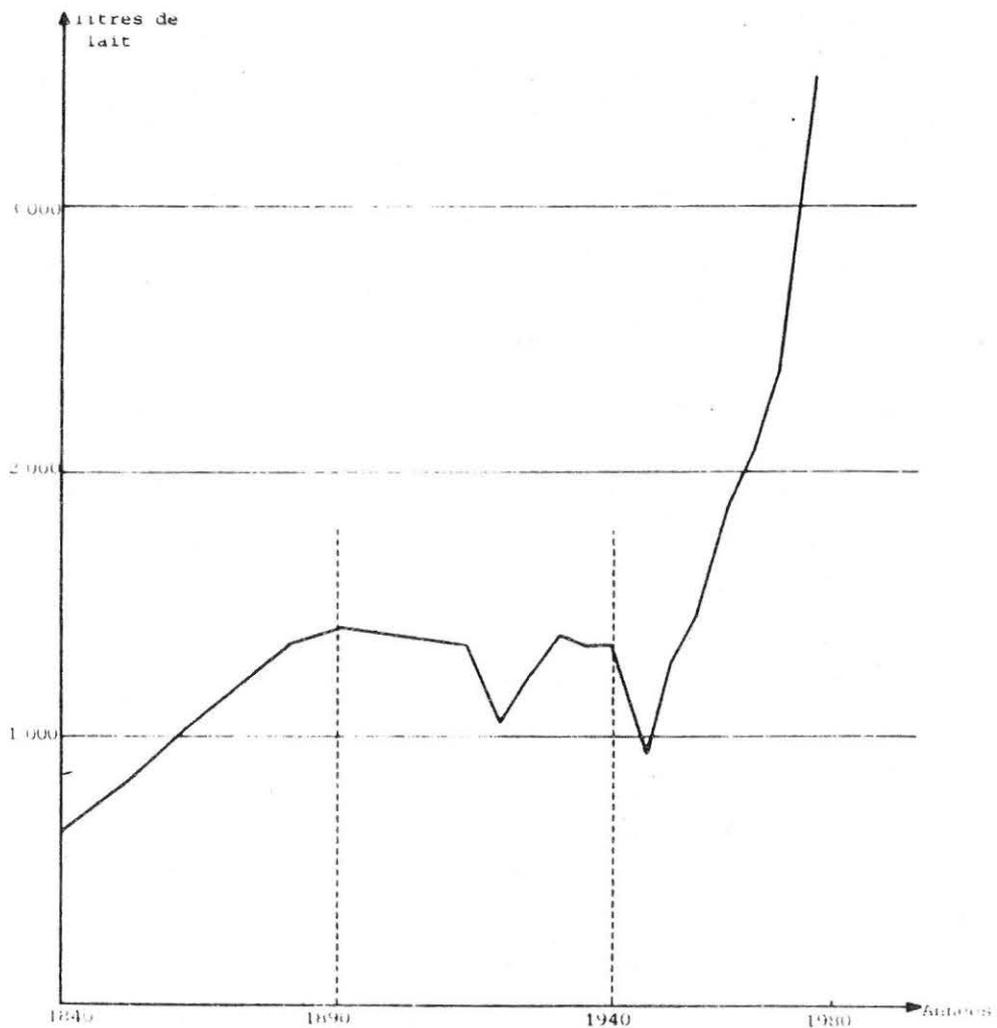
GRAPHIQUE 19

Evolution du nombre de vaches par hectare cultivé en Bretagne et en France, 1840-1977



GRAPHIQUE 20

Evolution de la production de lait par ha de surface fourragère totale en Bretagne, 1840-1980



Dans quelle mesure cette spécialisation progressive en matière de production porcine est-elle liée à certaines particularités du système de culture ? Nous avons tenté de répondre à cette interrogation en comparant l'évolution des effectifs de porcs à celle des superficies de deux productions végétales susceptibles d'être associées à la production de porcs : les pommes de terre et l'orge.

Selon le graphique 22, et de manière sans doute un peu simplifiée, trois phases peuvent être distinguées :

— de 1892 à 1938, excepté la rupture due à la première guerre mondiale, le cheptel porcine suit à peu près la même évolution que les superficies consacrées aux pommes de terre. Sur cette période, le nombre de porcs s'est accru de 63 % et la surface plantée en pommes de terre de 94 %. Certes tous les tubercules n'étaient pas destinés à l'alimentation animale, mais leur extension a permis d'accroître la production porcine.

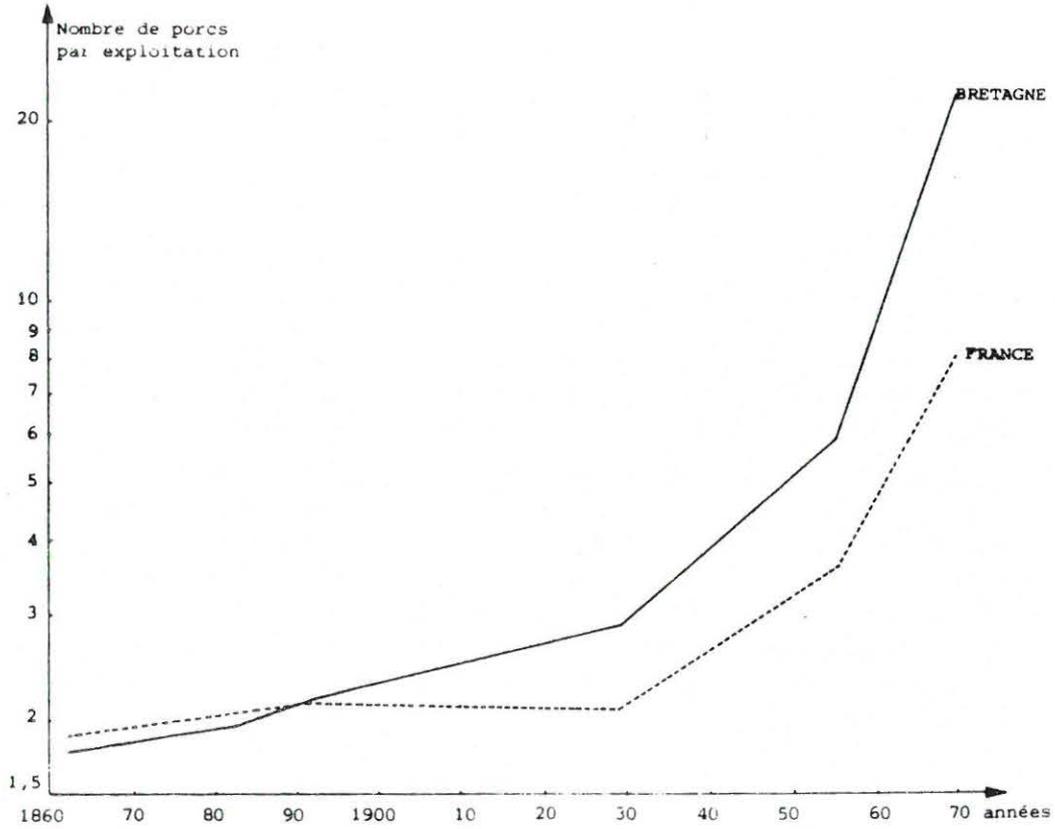
— de 1938 à 1965, tout se passe comme si l'orge prenait le relais des pommes de terre. En effet ces dernières voient l'étendue qui leur est consacrée se stabiliser à partir de 1940 puis chuter après 1960, alors que le nombre de porcs continue à augmenter, mais les superficies semées en orge commencent à s'accroître depuis les années 1930 et elles vont s'étendre considérablement, triplant leur importance entre 1950 et 1970. Durant une trentaine d'années, et au moins à compter de 1950, la croissance de la production porcine va prendre appui sur le développement de l'orge, céréale qui se substitue à l'avoine et en partie au blé (cf. graphique 10).

— depuis 1965 et surtout 1970, un décrochement très net se constate entre la croissance du cheptel porcine et l'évolution de la culture de l'orge. Celle-ci commence à régresser dans la région depuis quelques années (au profit des prairies temporaires et/ou du maïs) alors que la production de porcs connaît un développement quasi-exponentiel. Il faut donc admettre qu'il existe une rupture dans la solidarité qui liait jusqu'à présent cette production animale et certaines productions végétales des exploitations; ce nouveau système de production correspond notamment à la notion d'ateliers hors-sol et fonctionne sur un mode nouveau par rapport au système traditionnel de polyculture-élevage dans lequel s'intégrait certes l'élevage de vaches laitières mais aussi comme on vient de le voir la production porcine.

Bien des éléments manquent encore pour construire véritablement l'histoire économique de l'agriculture bretonne depuis 1850, notamment toutes les caractéristiques se rapportant aux quantités produites et aux échanges avec l'aval et l'amont. Avec les informations disponibles en matière de population, structures, d'utilisation du sol, d'effectifs d'animaux, à l'aide également d'autres données de nature diverse, nous allons pour conclure dresser une première synthèse de l'évolution qui s'est réalisée sur plus d'un siècle, sachant que l'analyse explicative d'ensemble reste à établir à travers notamment le jeu des relations d'hommes et de marchandises qui se sont développées progressivement entre le secteur agricole et les autres secteurs d'activité économique.

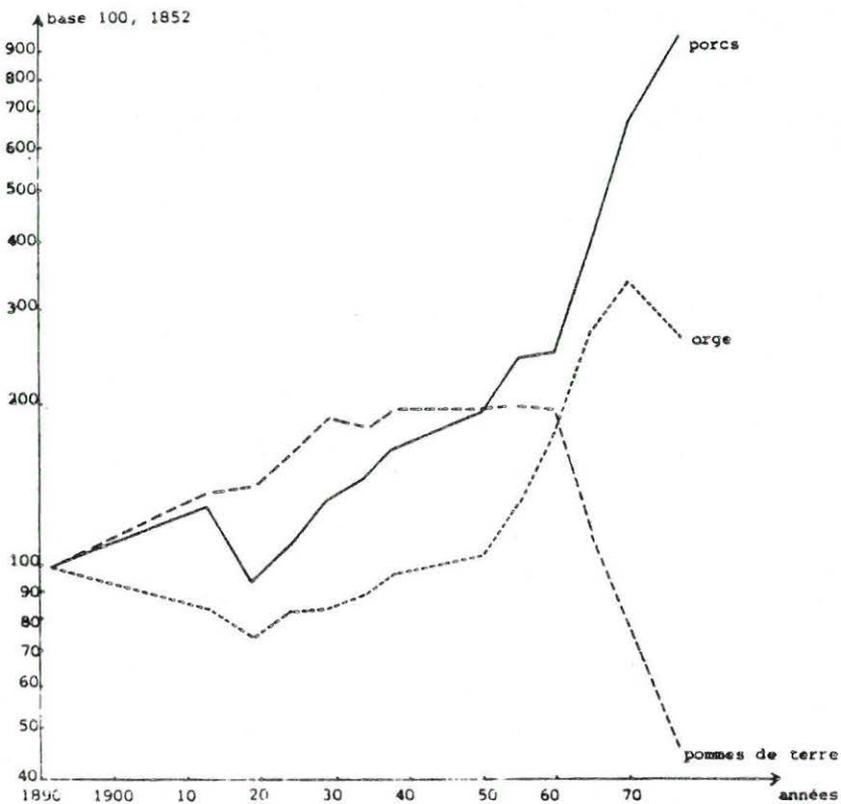
GRAPHIQUE 21

Nombre moyen de porcs par exploitation de plus de 1 ha en Bretagne et en France, 1862-1970
(coordonnées semi-logarithmiques).



GRAPHIQUE 22

Evolution comparée des effectifs porcins et des superficies de pomme de terre et d'orge en Bretagne, 1892-1977. Indices - Coordonnées semi-logarithmiques.



IV — PREMIER BILAN DES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE BRETONNE, 1850 — 1950

Toutes les données rassemblées montrent bien qu'il ne faut pas considérer l'agriculture bretonne d'avant 1950 comme un système figé, routinier, ayant toujours fonctionné de la même manière. Ainsi, il y a une centaine d'années, l'agriculture de la région a connu une "révolution", une rupture économique comparable sous certains aspects aux transformations qu'elle connaît depuis 30 ans. De même, le système de polyculture-élevage qui s'est mis en place dans la seconde moitié du 19^e s. a certes atteint un certain équilibre entre 1900 et 1950, mais il n'est jamais resté à l'abri de changements plus ou moins apparents qui ont conduit en définitive à son éclatement.

4 — 1 1850—1900 : la mise en place du système de polyculture-élevage

Dans les années 1840—1850, la Bretagne vit encore sur un régime agricole ancien fondé sur les cultures vivrières, peu différent finalement de ce qui a été pratiqué durant tout le Moyen-Age. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'utilisation du sol à cette époque (graphique 10) ; la répartition des terres labourables correspond largement à l'assolement triennal : jachère + céréale + céréale. Les céréales occupent en effet les 2/3 des surfaces assolées et les jachères environ le quart. Les rendements sont faibles (moins de 10qx/ha) et l'essentiel des cultures est consacré aux céréales alimentaires humaines (blé et surtout seigle et sarrasin) ainsi qu'aux pommes de terre qui se sont développées depuis peu.

Dès l'époque, on compte dans la région un nombre assez élevé de vaches, mais celles-ci, de faible poids et de maigre productivité subsistent sur les jachères, les prairies naturelles et les landes. La dissociation est presque complète entre l'élevage et les cultures. Il s'agit d'une économie agricole de subsistance qui n'arrive pas à faire vivre une population trop nombreuse et dont les activités artisanales d'appoint (tissage par exemple) disparaissent. Cette période marque ainsi une sorte de déclin de l'économie rurale bretonne qui n'est pas sans rapport avec une première phase de développement du capitalisme industriel en France.

Un nouveau système de production agricole

A partir du milieu du 19^e siècle, sous diverses influences et par des mécanismes variés (nouveaux réseaux de transport des marchandises, influence des notables locaux soucieux de progrès, pression démographique élevée, etc...), une véritable rupture se produit dans l'agriculture bretonne qui aboutit à la mise en place d'un nouveau système de production agricole. Deux phénomènes essentiels caractérisent ce changement : c'est d'une part l'intensification de la mise en valeur du sol (à travers notamment les défrichements) et d'autre part la réalisation en Bretagne de ce que l'on appelle la première révolution agricole et qui avait débuté en Angleterre dans le courant du 18^e siècle.

Le véritable fer de lance de cette agriculture nouvelle est la suppression de la jachère remplacée par les plantes sarclées et les cultures fourragères (trèfle, luzerne, sainfoin). Celles-ci exercent les mêmes fonctions que la jachère (lutte contre les mauvaises herbes, nourriture des animaux, maintien de la fertilité du sol), mais en plus, elles brisent l'espèce de cercle vicieux du système ancien en permettant un accroissement du nombre d'animaux et donc de la quantité d'engrais organiques, sans réduire au départ, ce qui est essentiel, les surfaces consacrées aux cultures vivrières. Un phénomène cumulatif de croissance peut démarrer.

Il n'y a pas seulement mise en place d'un nouveau système de culture, mais bouleversement de l'ensemble du système de production dans la mesure où il va se constituer une alliance active entre la culture et l'élevage et où l'exploitation paysanne devient unité autonome de production de polyculture-élevage, par rapport au système collectif ancien. Le partage des communaux, réalisé plus tardivement en Bretagne qu'ailleurs, lève le dernier obstacle à l'épanouissement de la petite exploitation familiale individuelle.

Une période de dynamisme

Bien qu'il s'agisse d'une affirmation qui mériterait d'être précisée, on peut dire que la seconde moitié du 19^e siècle correspond pour l'agriculture bretonne à une phase de dynamisme, d'expansion (et l'on ne parle pas ici de la naissance des syndicats, coopératives et diverses autres associations professionnelles).

Rappelons qu'à l'époque, contrairement au reste de la France, l'agriculture crée des emplois : qu'il s'agisse des chiffres de population rurale, de population agricole ou d'actifs agricoles, les effectifs s'accroissent entre 1850 et 1900 et les ouvriers demeurent toujours aussi nombreux alors que le nombre d'exploitants tendrait même plutôt à s'accroître. Les structures de production restent en effet étonnamment stables, de nouvelles unités se créant même à certaines époques. Par exemple, de 1862 à 1882, on dénombre 13 000 exploitations nouvelles de 1 à 5 ha, 6000 supplémentaires de 5 à 10 ha et 4000 en plus de 10 à 20 ha, alors que les exploitations de 20 ha et plus ne connaissent aucune croissance.

De nombreuses marques du système ancien subsistent

A la fin du 19^e siècle, le système de polyculture-élevage qui s'est mis en place conserve encore de nombreuses caractéristiques "archaïques". Ainsi les cultures fourragères ont bien remplacé les jachères, mais les céréales n'ont jamais été aussi importantes qu'en 1892 ; les cultures destinées à l'alimentation humaine (blé + seigle + sarrasin) occupent à elles seules la moitié des terres labourables. Comme si un réflexe de sécurité avait joué, on a utilisé les possibilités du nouveau système en priorité pour accroître les surfaces céréalières, ce qui fait d'ailleurs que les rendements n'augmentent que modérément même si les quantités produites sont nettement supérieures (la production de blé passe de 2 à 4 millions de quintaux entre 1840 et 1892). On sait également qu'à l'époque, l'intensification animale n'a pas encore à proprement parler démarré.

D'autre part, les échanges économiques avec les autres secteurs d'activité demeurent assez limités, aussi bien pour les achats que pour les ventes ; les données chiffrées en la matière sont rares, mais quelques indications semblent le montrer. C'est par exemple une moindre sensibilité de l'agriculture bretonne à la crise des années 1880-1890 (baisse du prix des céréales) ; c'est aussi la quasi-inexistence de machines agricoles et en particulier de matériel de récolte lors de l'enquête décennale de 1892. Au total, certains auteurs (1) estiment que la révolution agricole a d'abord été une révolution alimentaire et que l'accroissement de la production a été couvert par l'accroissement de la consommation des familles paysannes.

Faut-il ajouter qu'à cette même époque les pôles de développement industriel se trouvent éloignés de la Bretagne et que par conséquent les ponctions de main-d'oeuvre et les relations marchandes ne reçoivent pas d'incitations très fortes. Tous les éléments semblent dès lors réunis pour que s'établisse un équilibre de longue durée, centré sur le système de polyculture-élevage.

4 - 2 1900-1950 : l'apogée du système de polyculture-élevage

Sans conteste, le mode d'organisation de la production agricole qui s'est mis en place en Bretagne dans la seconde moitié du 19^e siècle, avec sans doute quelques dizaines d'années de retard par rapport au reste de la France, va caractériser l'agriculture de la région jusque dans les années 1950-1960. Sans en décrire ici en détail toute la logique de fonctionnement, on pourra en rappeler les traits caractéristiques ; on observera ensuite que sous des apparences de grande stabilité, des évolutions sensibles ont marqué également la première moitié du 20^e siècle.

(1) M. LE LANNOU, *Géographie de la Bretagne*, t. 2, Plihon, Rennes, 1950.

Un système non spécialisé, autonome, fortement utilisateur de main-d'oeuvre

Exception faite sans doute de quelques zones particulières, l'immense majorité des exploitations agricoles bretonnes relève du même système de production : il y a différence de taille entre les exploitations (les écarts restent d'ailleurs modérés), mais pas véritablement différence de nature. En 1955 par exemple, 75 % des exploitations cultivent au moins 1 ha de céréales (57 % en France) et 95 % des exploitations possèdent des bovins (70 % en France). En pratique, chaque unité de production combine polyculture et polyélevage et il n'y a pas véritablement de spécialisation agricole ni à l'échelle régionale ni à l'échelle de chaque exploitation (la meilleure illustration en est fournie par la répartition du territoire cultivé ou par la composition du cheptel vif entre les deux guerres).

Il s'agit en même temps d'un système de production largement autonome, du fait même de l'association étroite des cultures entre elles et des cultures avec l'élevage, de telle sorte que les achats sont souvent réduits au minimum (engrais, tourteaux, matériel) et que les ventes, à la limite, à quelques exceptions près, sont des ventes de surplus par rapport aux besoins de l'exploitation et de la famille : la majorité de ce qui est produit (végétal ou animal) est réutilisé sur la ferme soit comme auto-fourniture (fumier, céréales secondaires, pommes de terre, cultures fourragères, lait écrémé), soit comme auto-consommation (blé, beurre, porc, volailles, pommes de terre). Comme certaines opérations de transformation sont réalisées sur l'exploitation, la chaîne est presque totalement fermée de la production à la consommation finale.

La productivité du travail de cette agriculture demeure cependant assez limitée, car c'est un système qui implique l'emploi d'une main-d'oeuvre abondante. Vers 1930, on compte en Bretagne 23 hommes actifs pour 100 hectares cultivés (16 en France) et une densité aussi élevée correspond à la fois à des structures de production étroites, à un système de culture qui exige beaucoup de travail humain (cultures fourragères) et à une mécanisation encore réduite (en 1929, la Bretagne possède une moissonneuse-lieuse pour 100 ha de céréales, alors qu'en France il en existe 4 pour la même surface).

C'est peut-être justement à partir du déclin de la main-d'oeuvre agricole et de son remplacement par les machines que vont s'opérer les premiers changements significatifs, dès avant la deuxième guerre mondiale.

Une population agricole qui se réduit ; des échanges qui s'accroissent

A partir de la fin du 19^e siècle, la population agricole commence à diminuer en Bretagne : la force de travail masculine se réduit de 170 000 personnes entre 1890 et 1930. On sait que les différentes catégories d'actifs n'ont pas toutes évolué de la même manière, mais le résultat global en est une modification sensible de la quantité de main-d'oeuvre disponible. Alors que vers 1860—1880, sur une exploitation de 9 ha en moyenne, on comptait 3 travailleurs agricoles (hommes) : l'exploitant, un aide familial et un salarié, en 1929, on n'en compte plus que 2 pour la même superficie. Si les structures de production ne se trouvent pas encore touchées par ces transferts de population vers d'autres secteurs d'activité, le fonctionnement de l'exploitation s'en trouve cependant modifié dans la mesure où une certaine substitution capital-travail commence à s'opérer.

Cet appel croissant à des facteurs de production achetés constitue l'autre signe manifeste des mouvements qui vont affecter progressivement le système de polyculture-élevage. On notera en particulier l'importance de la mécanisation qui se réalise dans le premier quart du 20^e siècle : entre 1892 et 1929, s'effectue par exemple l'essentiel de l'équipement des exploitations en semoirs (de 5 000 à 47 000), en faucheuses (de 200 à 86 000), en moissonneuses-lieuses (de 100 à 8 000). De même les achats d'éléments fertilisants chimiques ne sont pas négligeables lors du recensement de 1929 (48 000 t d'unités N, P, K).

A ce développement des relations économiques avec l'amont, auquel s'ajoutent d'importants achats de terre, correspond nécessairement, pour le financer, une augmentation des ventes sur le marché que permet l'accroissement modéré mais réel de la production. Cette croissance des échanges avec l'extérieur remet en cause progressivement l'autonomie du système de production et va entraîner une sensibilité plus forte de l'agriculture aux mouvements économiques globaux. Les répercussions de la crise des années 1930 sur l'agriculture bretonne en sont sans doute la meilleure illustration (graphique 9, évolution du mode de faire-valoir).

Le système de polyculture-élevage, présenté souvent comme le modèle de l'économie paysanne n'a jamais connu en réalité, depuis sa mise en place en Bretagne au milieu du 19^e siècle, de situation d'équilibre stable. Les évolutions qu'il a connues, notamment à partir de 1900, laissaient présager des transformations ultérieures et marquaient de manière significative l'insertion grandissante de l'agriculture régionale dans l'ensemble du système économique national. Ce n'est cependant que dans les années les plus récentes que l'on aboutit en Bretagne à un véritable éclatement du système agricole traditionnel au profit de nouveaux types d'organisation de la production.

CONCLUSION

On ne reviendra pas ici sur les caractéristiques de l'économie agricole bretonne de ces 20 ou 30 dernières années. Elles ont été largement décrites par ailleurs et les graphiques fournis dans ce document en présentent quelques aspects. On rappellera simplement que les changements qui se sont produits constituent une rupture profonde par rapport à la logique du système de polyculture-élevage. Fondés sur la spécialisation des productions, une division du travail très poussée avec les firmes agro-alimentaires, le recours accru à des moyens de production achetés à l'extérieur, une accumulation de capital qui se substitue largement au travail, ils aboutissent à une intensification et une productivité infiniment supérieures à ce qu'elles étaient autrefois, à une amélioration globale des niveaux et conditions de vie, mais aussi à des phénomènes de concentration et de disparités croissantes et à une dépendance très forte de l'environnement économique.

La réflexion est entamée quant aux conditions de la poursuite d'un tel mode de développement de l'agriculture bretonne; en fournissant un certain nombre d'informations chiffrées cohérentes sur la population, les structures, les systèmes de culture et d'élevage, notre ambition était entre autres de permettre de resituer une telle réflexion dans une perspective de longue durée, sachant qu'il reste encore de nombreuses recherches à entreprendre pour dégager les mécanismes complexes des évolutions agricoles au sein du processus continu de transformations du système économique et social français.

TABLEAUX STATISTIQUES ANNEXES

I – LA POPULATION

TABLEAU 1

Evolution de la population totale, de la population rurale et de la population agricole en Bretagne de 1856 à 1975

ANNEES	en milliers d'habitants										
	1856	1872	1891	1911	1921	1936	1946	1954	1962	1968	1975
Population totale	2 283	2 345	2 517	2 602	2 425	2 396	2 337	2 339	2 397	2 468	2 595
Population rurale	1 916	1 943	2 031	2 007	1 863	1 751	1 642	1 559	1 374	1 189	1 196
Population agricole	1 380	1 573	1 570	1 370	1 220	990	938	899	774	690	553

Population rurale = population des communes rurales (moins de 2 000 habitants agglomérés) Un changement de définition est intervenu en 1962.

Population agricole = "population vivant de l'agriculture" de 1856 à 1891 et de 1946 à 1954.

= "Population des ménages agricoles" à partir de 1962.

pour les années 1856, 1911 et 1936, la population agricole a été estimée.

TABLEAU 2

Importance de la population rurale dans la population totale en Bretagne et en France (1856 – 1975)

ANNEES		en %										
		1856	1872	1891	1911	1921	1936	1946	1954	1962	1968	1975
Proportion de population rurale	Bretagne	84	83	81	77	77	73	70	67	57	48	46
	France	73	69	63	56	54	48	47	44	36	29	27

TABLEAU 3

L'évolution de la population active agricole masculine en Bretagne de 1851 à 1975

en milliers de personnes

ANNEES	1851	1862	1892	1906	1921	1936	1946	1954	1962	1968	1975
Chefs d'exploitation		232	229 *	232 *	224 *	218 *	180	152	142	122	95
aides familiaux		171 *	185 *	170 *	162 *	138 *	112	89	55	35	12
ouvriers permanents		155	156	166 *	62 *	41 *	41	61	43	28	15
journaliers		53	43 *		38 *	33 *	23				
Total= population active agricole masculine	517	611 *	621 *	572 *	486 *	430 *	355	302	240	185	122

— les nombres avec astérisque correspondent à des estimations

— du fait de ces estimations, le total n'est pas toujours tout à fait équivalent à la somme des différentes catégories

TABLEAU 4

Importance de la population active agricole masculine dans la population active masculine totale en Bretagne et en France (1851–1975)

en %

ANNEES		1851	1862	1892	1906	1921	1936	1946	1954	1962	1968	1975
Proportion d'actifs agricole	Bretagne	68	72	63	63	62	57	51	46	39	29	19
	France	61	57	54	47	42	36	31	27	20	15	10

II – LES STRUCTURES DE PRODUCTION

TABLEAU 5

Evolution du nombre d'exploitations agricoles en Bretagne de 1862 à 1980

Nombre d'exploitations	Années	en milliers									
		1862	1882	1892	1929	1942	1955	1963	1970	1975	1980
de 1 à 5 ha		96	109	92	73	61	57	51	35	25	24
de 5 à 10 ha		57	63	61	58	51	45	37	27	19	18
de 10 à 20 ha		35	39	37	62	58	65	62	48	39	33
de 20 à 50 ha		26	25	23	20	25	26	28	31	36	36
de 50 ha et plus			1,6	3,1	1,2	0,9	0,7	0,9	1,1	1,9	2,1
Total (1 ha et +)		214	237	215	214	195	193	178	142	123	113
de moins de 1 ha		?	101	105	48	13	4,6	0,7	8,2	6,8	5,9

Le nombre renforcé correspond à l'effectif maximum dans la classe de surface

TABLEAU 6

Répartition de la surface des exploitations selon le mode de faire-valoir en Bretagne, 1882–1980

	en milliers d'aha			
	Surface des exploitations :			
	Faire-valoir direct	fermage	métayage	total
1882	580	977	156	1 713
1892	671	1 046	102	1 820
1929	1 007 *	930 *	18	1 955
1944	757 *	1 188 *	39 *	1 986 *
1955	832 *	-	-	2 123
1963	859	1 242	5	2 107
1970	995	1 104	2	2 100
1980	1 070 *	969 *	€	2 039 *

* donnée estimée.

– de 1882 à 1944, surface cultivée

– de 1955 à 1980, surface agricole utile

III – LE SYSTEME DE CULTURE ET D'ELEVAGE

TABLEAU 7

Les surfaces agricoles cultivées et non cultivées en Bretagne de 1840 à 1980

en milliers d'hectares

ANNEES	1840	1862	1892	1913	1929	1946	1955	1960	1965	1970	1975	1980
terres labourables	1 344	1 403	1 523	1 559	1 591	1 463	1 499	1 496	1 526	1 496	1 487	1 561
+ prairies naturelles	218	238	273	390	398	438	458	506	499	535	455	350
= territoire agricole cultivé	1 562	1 641	1 796	1 949	1 989	1 901	1 957	2 010	2 047	2 048	1 942	1 911
+ landes et terres incultes	802	702	600	417	308	396	339	287	298	200	188	188
+ bois et forêts	162	167	150	153	141	151	173	179	183	251	298	314
= surface agricole totale	2 526	2 510	2 556	2 519	2 438	2 448	2 469	2 476	2 528	2 499	2 428	2 413

TABLEAU 8

Les surfaces occupées par les principales cultures en Bretagne de 1840 à 1980.

en milliers d'hectares

ANNEES	1840	1862	1892	1913	1929	1946	1955	1960	1965	1970	1975	1980
blé	184	288	330	342	388	303	346	332	264	147	122	163
seigle	212	153	161	120	69	37	26	13	9	5	3	4
sarrasin	237	260	255	203	159	64	32	14	12	2	1	0,4
avoine	173	207	241	272	245	184	172	144	131	91	65	52
orge	44	57	78	65	65	63	101	140	211	259	230	176
Total des céréales	859	965	1 065	1 002	926	651	678	643	631	531	452	430
Pommes de terre	55	52	85	114	159	148	167	164	95	65	35	22
plantes fourragères sarclées		17	67	159	202	241	224	212	204	171	101	85
fourrages annuels			59	77	88	87	103	90	94	118	218	303
prairies artificielles	42	75	90	115	111	158	169	168	150	108	37	26
prairies temporaires			24	16	19	53	76	159	280	438	549	606
Total des cultures fourragères	42	92	240	367	420	539	572	629	728	835	905	1 020
Jachères	337	230	75	64	51	74	32	5	4	2	2	2

Le nombre renforcé correspond à la surface cultivée maximale.

le total "CEREALES" comprend aussi les autres cultures céréalières, notamment le maïs (35 000 ha en 1980).

TABLEAU 9

Evolution de quelques productions animales en Bretagne de 1840 à 1980 (effectifs d'animaux ou quantités produites)

	1840	1862	1892	1913	1929	1938	1946	1955	1965	1970	1975	1980
porcs	306	379	467	604	613	763	685	1122	1823	3083	4068	5034
moutons	736	374	299	207	135	127	132	101	64	93	114	173
vaches	646	750	799	931	906	987	862	1079	1278	1372	1567	1588
élèves et veaux	-	524	531	522*	527	527*	663*	671*	784	812	1272	1237
Lait (en milliers d'hl)	3900*	5800*	8300*	11200*	12000*	13100*	9900*	15560	25140	32450	42790	55614

Les nombres avec astérisque correspondent à des données estimées.

IV – LES MOYENS DE PRODUCTION

TABLEAU 10

Evolution du nombre de machines agricoles en Bretagne en longue période

en unités

	1862	1882	1892	1929	1946	1950	1960	1970	1975	1980
tracteurs	-	-	-	842	1 326	4 880	40 045	95 279	106 550	124 570
semoirs	406	2 254	5 213	46 959	77 817	82 980	90 650	-	-	-
faucheuses	120	242	229	86 520	88 670	93 450	96 100	-	-	-
moissonneuses- lieuses	18	86	102	7 994	17 469	21 570	26 300	13 500	1 700	-

TABLEAU 11

Evolution des quantités d'engrais consommées en Bretagne, 1929–1975

	en tonnes							
	1929	1946	1950	1955	1960	1965	1970	1975
azote (N)	5 843	6 217	8 825	15 939	26 743	47 977	81 459	112 864
acide phosphorique (P ₂ O ₅)	33 295	16 063	40 260	58 380	76 521	103 859	135 799	130 928
potasse (K ₂ O)	9 051	11 500	25 372	38 984	53 194	71 667	83 881	84 055

RESUME

Reprenant les résultats essentiels de travaux en cours, le présent article se fixe comme objectif la description de l'évolution de l'agriculture bretonne de 1850 à nos jours. En reconstituant des séries homogènes et cohérentes en matière de population agricole, de structures d'exploitation, d'utilisation du territoire et de productions animales, on dégage les principales étapes de transformations agricoles régionales.

Trois périodes assez nettement différenciées peuvent être distinguées. La première s'étend de 1850 à 1900 et correspond à la mise en place en Bretagne du système de polyculture-élevage en remplacement de l'agriculture vivrière ancienne ; c'est une première phase d'intensification et de créations d'emploi au sein même du secteur agricole. La deuxième période couvre la première moitié du 20^e siècle ; c'est alors l'apogée de l'économie paysanne de petite production, autonome, peu spécialisée et fortement utilisatrice de main-d'oeuvre, mais déjà les premiers signes des changements ultérieurs apparaissent à travers notamment la réduction de la population agricole et le développement des échanges marchands. Dans les 30 dernières années enfin, le système de polyculture-élevage "éclate" et se trouve remplacé par une agriculture beaucoup plus productive, spécialisée et dépendante des forces économiques environnantes.

SUMMARY

In this paper, the authors resume the main results of researches led about the evolution of agriculture of Brittany since 1850. The most important stages of the transformations which have occurred during 180 years are exposed by means of complete series concerning population, structures and productions.

Three different periods are separated. The first one covers the end of 19th century ; in Brittany, later than in France, the "polyculture-elevage" system takes the place of the ancient system, with the intensification of the production, the association of cultures and breeding and the increasing of the number of farmers. The second period begins about 1900 and lasts until the 2nd world war ; it's the "apogee" of the peasant economy, self-sufficient, not specialised, and utilising much human labour. However the first signs of further changes appear, particularly the decrease of agricultural population and the development of the exchanges with other sectors of activity. Since 1950 (third period), the "polyculture-elevage" system "bursts" ; the process of intensification, specialisation on animal production, concentration, capitalisation deeply changes the face of the agriculture of Brittany which is nowadays completely integrated in world economy.

BIBLIOGRAPHIE

- CAHEN (Mme)** Evolution de la population active en France depuis 100 ans, d'après les dénombrements quinquennaux, *Etudes et Conjoncture*, 3, 1953.
- DAUCE (P.) et HOUEE (P.)**, Trente ans de développement agricole dans le Morbihan, 1951–1981, *ENSA–INRA Rennes*, 1982.
- GERVAIS (M.), SERVOLIN (C.) et WEIL (J.)**, Une France sans paysans, *Le Seuil, coll. Société*, 1965.
- GIRARD (J. P.), GOMBERT (M.) et PETRY (M.)**, Les agriculteurs, tome I, clés pour une comparaison sociale, *Collections de l'INSEE, E 46–47*, avril 1977.
- Groupes de Recherches Bretonnes**, L'agriculture en Bretagne, dynamisme ou domination ? *Ar Falz*, 1976.
- HISTOIRE DE LA FRANCE RURALE**, t. 3 et t. 4, *Ed. du Seuil* 1976.
- HOUEE (P.)** Bretagne en mutation, t. 1, forces et pesanteurs de l'histoire et t. 2, transformations de l'agriculture bretonne, *INRA, Rennes*, 1979.
- LE LANNOU (M.)** Géographie de la Bretagne, t. 2 *Economie et population*, *Plihon, Rennes* 1952.
- MERLIN (P.)** L'exode rural, *I.N.E.D. Paris, PUF*, 1971.
- MOUCHET (C.)** Etude de comptabilité agricole régionale : les comptes de la Bretagne et de la Basse-Normandie de 1950 à 1975, *Thèse 3^è cycle, Rennes*, 1981.
- SKOL VREIZH** Histoire de la Bretagne et des pays celtiques de 1789 à 1914, *Editions Skol Vreizh*, 1980.

